

# **PLAN DE CONTINGENCE MULTI-CRISES Equipe Humanitaire**

## **MADAGASCAR**

<b>Version</b>	<b>DRAFT, novembre 2009</b>
<b>Participants</b>	<b>Equipe Humanitaire Madagascar</b>
<b>Contingences couvertes</b>	<b>Cyclone/inondation, sécheresse, trouble socio-politique</b>
<b>Période Couverte</b>	<b>Novembre 2009 _ Octobre 2010</b>
<b>Dernière révision</b>	<b>-</b>

## **Sommaire**

### **1. RESUME EXECUTIF**

### **2. ANALYSE DU CONTEXTE ET EVALUATION DES RISQUES**

#### **2.1. Analyse du contexte et des crises potentielles**

- 2.1.1 Contexte physique et climatique
- 2.1.2 Contexte politique
- 2.1.3 Contexte socio-économique
- 2.1.4 Facteurs de vulnérabilité
- 2.1.5 Principales urgences connues ces dernières décennies

#### **2.2. Risques identifiés**

- 2.2.1 Aléas hydrométéorologiques
  - i. Cyclone et inondation
  - ii. Sécheresse : insécurité alimentaire et dégradation de la situation nutritionnelle
- 2.2.2 Aléa Sismique et les risques de Tsunami
- 2.2.3 Epidémies
- 2.2.4 Aléas anthropiques : troubles sociopolitiques

#### **2.1. Evaluation des risques et des impacts**

#### **2.2. Analyse de la capacité de réponses locales**

### **3. RISQUES ET SCENARIOS RETENUS**

### **4. GESTION D'ENSEMBLE ET COORDINATION**

#### **4.1. Structures de coordination existantes et mécanisme de coordination**

#### **4.2. Participation par secteur d'intervention humanitaire et points focaux humanitaires**

#### **4.3. Matrice de réaction rapide en cas d'une situation d'urgence aigüe**

### **5. PLAN DE REPONSE CONJOINTE**

#### **5.1. Objectifs généraux**

##### **5.1.1 Contingence 1 : Cyclone et inondation**

- ii. Déclaration de l'urgence
- iii. Objectifs opérationnels
- iv. Mobilisation de ressources envisagée

##### **5.1.2 Contingence 2 : Sécheresse**

##### **5.1.3 Contingence 3 : Troubles sociopolitiques**

#### **5.2. Niveaux de préparation requis**

### **6. ARRANGEMENTS SUR LA GESTION DE L'INFORMATION, EVALUATIONS DES DOMMAGES ET DES BESOINS ET MONITORING**

#### **6.1. Mécanisme de Gestion de l'Information**

#### **6.2. Evaluation des dommages et des besoins**

#### **6.3. Monitoring de la situation humanitaire et de la vulnérabilité**

### **7. BUDGET DU PLAN**

### **8. MAINTENANCE DU PLAN ET ACTIONS A PRENDRE EN PREPARATION**

### **9. ANNEXES**

## 1. RESUME EXECUTIF

L'île de Madagascar est exposée à de nombreuses catastrophes naturelles telles que les cyclones, les inondations et la sécheresse. Chaque année, 4 ou 5 cyclones frappent le pays, semant la désolation sur les bandes côtières (côte Est et Nord-Ouest) et à l'intérieur des terres. Ces aléas accompagnés de pluies excessives sur les hautes terres provoquent d'importantes inondations et affectent près de 300.000 personnes, dont 20.000 déplacés sur la capitale. Au même moment, les régions australes du pays souffrent souvent d'une sécheresse sévère. L'évaluation « Joint Damage and Losses Need Assessment », conduite conjointement en 2008 par le Gouvernement, la Banque Mondiale et le Système des Nations Unies, a montré des dommages et des pertes engendrés par les cyclones estimés à 333 millions \$USD (4% du PIB). La saison cyclonique 2007\_2008 a été très intense, ayant affecté près de 525.000 personnes, suivie d'une saison de sécheresse aigue en 2009 qui a touché 381.000 personnes, contre une saison cyclonique 2008\_2009 assez calme, caractérisée par le passage de trois systèmes dépressionnaires qui n'ont pas dépassé le stade de tempête tropicale..

Des études menées en 2008 par la direction de la Météo Malagasy sur les changements climatiques prévoient, pour les 50 prochaines années, une plus grande intensification des cyclones dans le bassin Sud-Ouest de l'Océan Indien, dans lequel se trouve Madagascar. Avec **le régime El Nino faible à modéré** qui surgit actuellement dans l'Océan pacifique équatorial, la même direction prévoit une saison cyclonique intense pour 2009-2010, avec des précipitations insuffisantes sur la moitié de l'île, et suffisantes à supérieures à la normale sur l'autre moitié entre octobre 2009 à janvier 2010. Le SARCOF<sup>1</sup> prévoit que pour la période de janvier à mars 2010, il y a une forte chance que les précipitations varient de supérieure à la normale à la normale pour les 2/3 nord du pays, et d'inférieure à la normale à la normale pour le 1/3 sud.

Par ailleurs, Madagascar a vécu une période de crise politique depuis le début de 2009. Il s'agit de la 4<sup>ème</sup> crise rencontrée par le pays depuis son indépendance en 1960. Elle se distingue des autres par l'existence d'un nombre élevé des morts (150), des centaines de blessés, des pertes d'emploi estimées jusqu'à présent à près de 228.000<sup>2</sup>, ainsi que des séries de violences et de pillages. Il y a toujours un risque de retour à ces événements car la situation politique reste fragile malgré l'avancé positive au niveau du processus de recherche d'une solution de sortie de crise.

Depuis 2007, un seul plan de contingence conjoint entre le Comité Permanent et le Gouvernement a été élaboré pour la préparation et la gestion des crises liées aux cyclones. L'Equipe humanitaire Madagascar, activée en janvier 2009, a décidé d'élaborer son propre plan de contingence en appui au plan de contingence national sur le cyclone, afin de pouvoir bien remplir ses obligations dans le cadre de la mise en place effective de la réforme humanitaire à Madagascar, et en accord avec les directives révisées et approuvées par le Comité Permanent Inter Agences (IASC) en 2007. L'élaboration de ce plan est d'ailleurs recommandée par la mission des « Regional Director Team » venue au pays en pleine moment de la crise politique de 2009.

Sur la base de ces prévisions météorologiques et du contexte politique qui prévaut dans le pays, ce plan de contingence inter-agences de l'équipe humanitaire prévoit pour les prochains mois les trois crises potentielles suivantes : cyclone et inondation, sécheresse et enfin trouble socio-politique, et la planification est basée sur le scénario le plus probable par crise (une brève description des scénarios les plus probables est présentée à la page qui suit). Le présent plan a été écrit à travers huit clusters humanitaires : EAU ET ASSAINISSEMENT, EDUCATION, HABITAT, LOGISTIQUE, NUTRITION, PROTECTION, SANTE, SECURITE ALIMENTAIRE & MOYENS DE SUBSISTANCE (voir cadre de responsabilité à la page suivante). Le cluster Protection regroupe des sous-clusters « Protection de l'Enfant », « Violence Basée sur le Genre » et « Droit Humain », ce dernier est entrain de se mettre en place.

Des indicateurs d'alerte ont été identifiés pour chaque crise, et les clusters se sont mis d'accord avec les groupes sectoriels du Gouvernement sur des indicateurs plus spécifiques de déclenchement d'une situation d'urgence sectorielle avec des seuils leur permettant d'activer leur plan de réponse sectoriel respectif. Pour le cas du cyclone en particulier, l'indicateur global fixé avec le CRIC est le nombre des

<sup>1</sup> Southern Africa Regional Climate Outlook Forum (SARCOF-13), 26 to 27 August 2009, Harare.

<sup>2</sup> PNUD, août 2009

personnes sans abris. Pour cette année, le seuil d'intervention globale sera de **10.000 personnes sans abris**, au dessus duquel l'intervention de l'Equipe Humanitaire est requise.

Le présent plan estime des besoins potentiels chiffrés à environ **34 millions \$USD** pour les trois crises, **11,6 millions \$USD** correspondent au scénario cyclone/inondation dont environ **8,5 millions \$USD** pour des besoins de pré-positionnements utiles pour répondre totalement le scénario le plus probable.

Ces besoins sont justifiés par la très faible quantité de stocks de pré-positionnements existants aussi bien au niveau de la partie nationale qu'au niveau de l'Equipe Humanitaire elle-même.

### Résumé des contingences et des scénarios maintenus

Crises et scénarios	Description
<b>CYCLONE ET INONDATION</b>	
Scénario le plus probable	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Environ 4 cyclones, dont au moins un très puissant, touchent Madagascar pendant la saison</li> <li>o Affecte les régions de la côte –est/nord-ouest, avec des inondations sur les hautes terres (plaine d'Antananarivo et d'Alaotra)</li> <li>o 600 000 personnes affectées, avec des déplacements temporaires de la population, dont 20.000 sur la plaine d'Antananarivo</li> <li>o Maladies hydriques et autres épidémies localisées</li> <li>o Dommages assez importants sur les infrastructures socio-économiques, entraînant à l'inaccessibilité de certains centres de services sociaux et à l'enclavement temporaire des quelques régions.</li> </ul>
<b>SECHERESSE</b>	
Scénario le plus probable	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Déficit de pluviométrie entre octobre et novembre 2009</li> <li>o Environ 600.000 personnes affectées, avec possibilité de déplacements temporaires</li> <li>o Dégradation des filières porteuses et productives</li> <li>o Augmentation du taux de malnutrition aigüe chez les enfants, comparé à celui du début 2009</li> </ul>
<b>TROUBLE SOCIO-POLITIQUE</b>	
Scénario le plus probable	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Paralysie partielle de l'administration</li> <li>o Revenu en baisse de la population</li> <li>o Possible dégradation de l'approvisionnement des PPN, le riz en particulier</li> <li>o Existence des séries de violence localisée</li> </ul>

### Résumé des arrangements sur le cadre de responsabilité (Equipe Humanitaire et clusters leads)

<b>Coordination Humanitaire</b>	Coordonnateur résident
<b>Gestion de l'information*</b>	BCR/OCHA*
<b>Eau/Assainissement</b>	UNICEF
<b>Education</b>	UNICEF*
<b>Habitat</b>	FICR/CRM
<b>Logistique</b>	PAM
<b>Nutrition</b>	UNICEF
<b>Protection</b>	UNICEF
<b>Santé</b>	OMS
<b>Sécurité alimentaire et Moyen de subsistance</b>	PAM / FAO

\*Arrangements de coordination en accord avec les principes directeurs IASC de l'approche cluster de 2006.

## **2. ANALYSE DU CONTEXTE ET EVALUATION DES RISQUES**

### **2.1. Analyse du contexte et des crises potentielles**

#### **2.1.1 Contexte physique et climatique**

Madagascar ayant une superficie totale de 587.041 km<sup>2</sup>, s'étend sur environ 1.500 km dans sa plus grande longueur et près de 500 km dans sa plus grande largeur. Un plateau central montagneux au climat tempéré, de 800 m à 1.800 m d'altitude - les Hautes Terres -, domine l'île et occupe les deux tiers de sa superficie. Partiellement volcaniques, les montagnes s'élèvent jusqu'à 2.876 m au Maromokotro, dans le Massif du Tsaratanana au nord. La chaîne de l'Ankaratra, dont l'extrémité Nord est située non loin de la ville d'Antananarivo, atteint 2.643 m d'altitude. À l'est, le terrain s'abaisse en pente raide vers une étroite bande côtière au climat tropical chaud en bordure de l'Océan Indien, tandis qu'à l'ouest, il décline doucement vers une plaine côtière plus large bordant le Canal de Mozambique et au climat en général plus aride typique des régions situées sous le Tropique du Capricorne. L'aspect massif du relief et la complexité du système hydrologique ne favorisent pas l'établissement de voies de communication routière et ferroviaire.

Selon le découpage administratif en vigueur, Madagascar compte 22 régions divisées en 119 districts. (Voir Annexe 2a : Carte administrative de Madagascar).

La situation géographique, le relief, l'influence maritime et le régime des vents sont à l'origine de conditions climatiques très variées. On distingue principalement deux saisons séparées par deux courtes inter-saisons d'un mois chacune : la saison chaude et pluvieuse de novembre à avril, et la saison fraîche de mai à octobre. La pluviométrie est très variable, pouvant aller de 400 mm à 2.300 mm selon les régions. La côte Est demeure la plus arrosée ; elle est aussi la région la plus exposée aux cyclones tropicaux qui se forment dans l'Océan indien. L'extrême sud du pays est moins arrosé et sujet à des périodes de sécheresse cyclique.

Les aires cultivables du pays représentent environ 9.500.000 hectares dont seuls 24% sont exploités<sup>3</sup> par divers types de cultures spécifiques à chaque région. L'île compte plusieurs lacs continentaux aux particularités biologiques propres mais qui sont actuellement menacées par la pollution, l'ensablement et la surexploitation).

En saison cyclonique, du mois de novembre au mois d'avril, de très fortes pluies et des vents extrêmes ont pour conséquence une mortalité directe ainsi que des inondations, la destruction des cultures et des infrastructures, des crues soudaines et des glissements de terrain. Les effets secondaires de ces cyclones et inondations sont une augmentation de l'insalubrité et une baisse de la sécurité alimentaire entraînant une augmentation importante de la morbidité, en plus de la dégradation de l'environnement.

Ses conditions physiques et climatiques font de Madagascar un pays fortement vulnérable aux aléas (le premier pays le plus exposé au cyclone en Afrique et 25% de la population totale vit dans les zones à risque), ce qui génère chaque année des situations de crise. Cette vulnérabilité déjà forte est aggravée par un taux élevé de pauvreté (68,7% en 2006), une grande vulnérabilité sociale de la population et des problèmes d'accès à certaines zones - en raison du manque d'infrastructures. La combinaison de ces événements, qui a pour conséquence une augmentation des taux de mortalité et de morbidité, ralentit le développement du pays, et justifie les interventions de préparation, de mitigation et de réponse aux urgences menées par le Gouvernement malgache à travers le BNGRC et ses partenaires.

#### **2.1.2 Contexte politique**

Madagascar a retrouvé son indépendance en 1960. La Première République prend fin en 1972 après un épisode révolutionnaire qui a conduit le pays à une longue période de transition politique de 3 ans et le pays, devenu la République Démocratique de Madagascar, s'aligne sur le bloc socialiste. Après la fin de la Guerre Froide, le pays se démocratise à nouveau.

Une deuxième crise politique s'est éclatée en 1991, ayant duré 6 mois et a conduit à la fin de la deuxième République après une élection présidentielle anticipée en 1993. Trois ans plus tard,

<sup>3</sup> Source : Système des Nations Unies Madagascar. *Présentation de Madagascar à la Session du Conseil Economique et Social Assemblée générale des Nations Unies - Juillet 2000 - New York.*

Madagascar a connu un changement brusque mais pacifique de régime suite à un empêchement de Président République. Une nouvelle période de transition politique de 6 mois s'en suit pour à l'élection présidentielle anticipée de 1996.

La contestation des résultats de l'élection présidentielle de 2001 a entraîné une troisième crise politique, de même durée que celle de 1991. La Cour constitutionnelle déclare finalement le Président entrant vainqueur et qui a été réélu en 2006. Le Madagascar Action Plan (MAP) a été adopté au début de son second mandat, de même qu'un amendement constitutionnel qui autorise le Président de la République à légiférer par ordonnance « en cas d'urgence ou de catastrophe ».

Une quatrième crise politique est apparue depuis janvier 2009, ayant entraîné la chute du régime en place en mars 2009. L'autorité de fait a fait face à des contestations locales et à la non reconnaissance internationale. La crise politique a persisté depuis 10 mois et aucune solution qualifiée consensuelle et inclusive n'a été trouvée. Le passage à la 4<sup>ème</sup> République est considérée comme une perspective à partir du moment où une transition reconnue par la communauté internationale sera mise en place.

Cette histoire du pays lui donne une image de pays vulnérable à des crises politiques récurrentes et cycliques, avec une ampleur sociale et économique devenue de plus en plus importante.

### 2.1.3 Contexte socio-économique

En 2008, avec un Indicateur de Développement Humain (IDH) de 0,533, Madagascar entre dans le groupe des pays à développement humain moyen ( $0,5 < \text{IDH} < 0,8$ )<sup>4</sup>, (143e rang sur 177 pays émettant des données). Madagascar est classée parmi les pays les moins avancés, à faible revenu et à déficit vivrier. Plus de 68,7 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté<sup>5</sup>.

La population totale est estimée à 19,6 millions habitants<sup>6</sup>, avec une croissance démographique de 3,01%. La mortalité infantile s'élève à 58 pour 1 000<sup>7</sup>, et l'espérance de vie moyenne à la naissance est de 57 ans<sup>8</sup>. La densité moyenne était de 33 hab/km<sup>2</sup>, en 2007, les Hautes Terres étant plus densément peuplées que les côtes.

Le secteur primaire occupe une place essentielle dans l'économie malgache. Bien qu'il mobilise la quasi majorité de la population active de Madagascar (75,4 % de la population active travaille dans le secteur agricole) et contribue pour 80% aux exportations, il ne contribue que pour environ un tiers du PIB. Les principales activités du secteur primaire sont : l'agriculture, avec principalement des cultures vivrières (riz, maïs, patate douce, manioc), des cultures industrielles (coton, canne à sucre) et des cultures d'exportation (notamment la vanille, le girofle et le café) - qui représentent plus du tiers des recettes. L'ancienne province d'Antananarivo regroupe plus des deux tiers des entreprises industrielles du pays. La part du secteur tertiaire (52,4% du PIB en 2006<sup>9</sup>) comprenant le secteur informel est prépondérante à Madagascar. C'est le secteur qui contribue le plus au PIB, à travers ses différentes branches d'activités (tourisme, transport, zones franches, télécommunications, sous-traitance/saisie de données). Le secteur du tourisme est le troisième secteur national pourvoyeur de devises après les épices (vanille et girofle) et la pêche maritime /aquaculture.

Les réseaux de communication et de transport sont faibles. De grandes superficies du pays ne sont joignables que par communication radio et, dans certains cas, par courrier pédestre entre les centres administratifs et les villages environnants. De nombreuses régions du pays sont isolées des routes principales, et parfois complètement coupées du reste du pays pendant les périodes cycloniques. La plupart des infrastructures importantes telles que les voies ferrées, les ports et le réseau routier sont en phase de réhabilitation. Madagascar dispose de six ports long courrier internationaux et de 12 ports de cabotage qui permettent de répondre aux besoins de communication maritime avec l'étranger. Cinquante-sept (57) aérodromes sont repartis de manière assez homogène sur l'ensemble du pays (trois aéroports internationaux, 14 aéroports munis de bloc technique et 40 aéroports sans bloc technique).

<sup>4</sup> Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008

<sup>5</sup> Institut National de la Statistique 2006.

<sup>6</sup> INSTAT Madagascar, projection 2009

<sup>7</sup> Enquête démographique et sanitaire 2004

<sup>8</sup> CIA world factbook 2007.

<sup>9</sup> Rapport national de suivi des OMD 2007

Parallèlement au démarrage des grands chantiers d'exploitation d'ilménite à Toalagnaro dans le sud de l'île, un port maritime supposé être un des plus grands de la sous-région de la SADC (dont Madagascar est membre), est en cours de construction pour servir dans un premier temps de port d'exportation de l'ilménite, pour devenir ensuite un port commercial au service de l'économie nationale.

En ce qui concerne les infrastructures sanitaires, scolaires, d'adduction d'eau potable et d'assainissement, elles sont en très grande insuffisance. En 2008, seulement 47% de la population de Madagascar ont eu accès à l'eau potable (avec une grande disparité entre le milieu rural et urbain) et 52 % à un système d'assainissement de base. Cette situation a un impact négatif sur la santé de la population en général ainsi que sur ses capacités d'apprentissage et de production. Les maladies diarrhéiques sont la 2<sup>ème</sup> cause de morbidité et elles atteignent 51% des enfants de moins de cinq ans. Du fait des maladies diarrhéiques, il est estimé une perte de 6 millions de journées de travail par an et de 3,5 millions de journées d'écoles (Source : UNICEF, 2004).

Depuis 2007, des efforts soutenus ont été effectués pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement. Ces efforts ont été ensuite concrétisés par la création du Ministère de l'Eau en 2008.

Grâce à la Politique de l'école obligatoire en cycle fondamental niveau 1 encouragée par la dotation en kit scolaires, la construction de 2000 salles de classe par an, l'allocation de 2000 ariary par élève par le FAFF ou caisse école, le taux de scolarisation est passé de 122 à 124% durant les deux dernières années. Concernant les filles, ce taux est de 123 % en 2008.

La crise politique prolongée de 2009 a fortement frappé la vie socio-économique du pays. La croissance du PIB qui était de 7,1% en 2008 serait négative en 2009<sup>10</sup>, près de 228.000 emplois ont été perdus en 2009<sup>11</sup> et la situation va s'aggraver au cas où le pays serait suspendu de l'AGOA, les pertes d'emploi varieraient entre 30.000 et 179.000 selon différents scénarios. La relance des investissements dépendra de la résolution de la crise politique.

Pour les autres secteurs sociaux, le taux de la population urbaine ne pouvant se procurer des produits alimentaires de base est passé de 28% avant la crise à 35% durant les premiers mois de la crise, la consommation des ménages en valeur varie de 31% à 37% en moyenne, la situation d'insécurité alimentaire d'au moins un demi-million de personnes en milieu urbain risque de s'amplifier lors de la prochaine période de soudure de janvier à avril 2010. Comme conséquence de la suspension des aides extérieures, 32.000 enseignants communautaires ne pourront plus être payés, beaucoup d'écoles ont augmenté les frais d'inscription des élèves.

#### **2.1.4 Facteurs de vulnérabilité**

Sans tenir compte des effets croisés des crises multiples survenues au cours de 2009, la vulnérabilité structurelle de la population, aggravée chaque année par les effets négatifs des catastrophes naturelles, fait qu'une grande partie de la population vivant dans les zones à risque aux aléas et vivant dans les milieux urbains se trouve dans un état de vulnérabilité extrême.

Cette vulnérabilité s'explique par les états suivants :

- taux de pauvreté : 68,7%<sup>12</sup> de la population malagasy vit en dessous du seuil de pauvreté ;
- croissance démographique élevée avec une urbanisation rapide encore une population avec une grande et croissante proportion de jeunes (10-24 ans) sans opportunités, desservie ;
- taux d'insécurité alimentaire : 48% des enfants souffrent de malnutrition chronique<sup>13</sup> ;
- états des infrastructures : faute de moyens matériels et financiers, de politique d'urbanisme appliquée, les pauvres vivent en des endroits exposés à des aléas et construisent des habitations qui n'offrent aucune sécurité en cas de catastrophe ;
- taux d'analphabétisme : 48% pour les plus de 15 ans malgré la baisse enregistrée, ainsi qu'un faible taux net de scolarisation (57,20%) pour les trois niveaux de l'enseignement général - malgré la hausse enregistrée pour l'enseignement primaire ;

<sup>10</sup> Note sur l'impact de l'arrêt de l'assistance au développement et de certains accords commerciaux internationaux, Système des Nations Unies Madagascar, octobre 2009.

<sup>11</sup> PNUD, août 2009

<sup>12</sup> Institut national de la statistique (INSTAT) 2006

<sup>13</sup> Enquête Démographique et Sanitaire (EDS) 2006.

- accès insuffisant aux centres de santé et à l'eau potable : 1/3 de la population rurale et 2/3 de la population urbaine seulement ont accès à l'eau potable, et seuls 40% consultent un service sanitaire en cas de difficulté ;
- faible revenu des paysans (123 USD par an en 2005<sup>14</sup>) dû, entre autres, à peu ou pas d'accès aux informations et aux marchés, à l'insécurité foncière, au faible niveau d'organisation de la filière agricole et à une faible productivité des sols du fait de la dégradation de l'environnement.
- Enfin, 25% de la population vivent dans des zones à risques de catastrophes naturelles

### 2.1.5 Principales urgences connues ces derniers 20 ans

Les principales situations d'urgence rencontrées par le pays ces derniers 20 ans sont résumées dans le tableau ci-après.

Crise	Année	Décès	Blessés ou malades	Affectés	Observations
<b>Cyclone</b>	2009	28	43	114 537	
	2008	83 et 177 disparus	583	325 110	Les dommages et pertes économiques sont estimés à 333 millions de dollars US selon le JDLNA
	2007	180		2 000 000	le nord, le nord-ouest et l'ensemble de la côte Est
	2004	363	1 000	988 139	360 000 sans abris
	2002			526 200	
	2000			736 937	
	1997	140		600 000	80 000 sans abris
	1994			-	
<b>Sécheresse</b>	2009		-	381 000	Limitée aux trois régions dans la partie sud du pays
	2006		-	232 690	
	2002		-	600 000	
	1988		-	950 000	
	1981		-	1 000 000	
<b>Crise nutritionnelle</b>	2005			14 000 enfants	Vangaindrano et Manantenina (Sud-est)
<b>Crise politique</b>	2009	150	350	-	Pillages, vols, violences répétées et accentuées
	2002	Une dizaine	Une dizaine	-	Contestation du résultat de l'élection présidentielle, pillages très limités
	1995_96	-	-	-	Empêchement du Président de la République : changement brusque mais pacifique du régime
	1991	Une dizaine	Une dizaine	-	Election anticipée suite à une manifestation populaire
<b>Epidémie</b>	2009	2	714		Grippe AH1N1 en pleine propagation
	2008	19	514		Fièvre de la Vallée de Rift
	1999	2 638	45 000		Cholera

<sup>14</sup> Madagascar Action Plan



## 2.2. Risques identifiés

### 2.2.1. Aléas hydrométéorologiques

Le pays fait face à une large gamme d'aléas hydrométéorologiques (fortes pluies, cyclones, sécheresses). De par sa topographie très variée, il est également sujet à une géodynamique particulièrement accentuée qui est à l'origine d'inondations, de glissements de terrain, d'éboulements fréquents, voire des faibles aléas sismiques.

#### a. Cyclone et inondation

Même en l'absence de cyclones, des inondations surviennent ; inondations qui ne détruisent pas seulement les récoltes sur pied ainsi que les biens et infrastructures, mais qui ensablent également les aires agricoles, exposent les ménages à différentes maladies diarrhéiques liées à la consommation et à l'utilisation d'eau insalubre ainsi qu'au manque d'hygiène.

Les systèmes cycloniques se développent vers le milieu ou l'est du Bassin de l'Océan indien, en général dans une zone comprise entre 50 et Zéro degrés de longitude Est par Zéro à 15 degrés de latitude Sud. Renforcés par les conditions de température de l'Océan, ces systèmes se développent en tempêtes tropicales de plus en plus intenses, tout en se dirigeant vers l'ouest en fonction des fronts.

Une étude conduite en 2008 par la Direction de la Météorologie prévoit les phénomènes suivants pour les 50 prochaines années : (1) les températures augmenteront ; (2) les quantités de pluies augmenteront sur une grande partie de Madagascar sauf sur le versant Est et Sud-Est ; (3) le nombre de jours secs augmentera ; (4) le début des pluies connaîtra des retards ; (5) les fortes pluies seront fréquentes ; et (6) l'intensité des cyclones touchant Madagascar augmentera avec un léger déplacement des trajectoires vers le nord.

Pour la saison cyclonique 2009-2010, selon les prévisions des centres mondiaux de prévisions climatiques<sup>15</sup>, les trois premiers mois de la saison (novembre 09 à janvier 2010) seront caractérisés par la persistance de la situation **d'El-Nino faible à modéré** dans l'océan Pacifique équatorial. Pour Madagascar, cela se traduit selon le service météorologique malgache par des précipitations insuffisantes sur les régions DIANA, SAVA, SOFIA, ANALANJIROFO, ATSINANANA, BOENY, MELAKY, MENABE, IHOROMBE, ATSIMO ANDREFANA et ANDROY. Sur les autres régions, elles seront suffisantes à supérieures à la normale.

Le SARCOF<sup>16</sup>, prévoit dans son bulletin que pour la période de janvier à mars 2010, il y a une forte chance que les précipitations varient de supérieures à la normale à la normale pour les 2/3 nord du pays, et d'inférieures à la normale à la normale pour le 1/3 sud.

#### b. Sécheresse : insécurité alimentaire et dégradation de la situation nutritionnelle

La bande sahélienne australe couvre la partie Sud de Madagascar. Les conditions climatiques arides en temps normal sont aggravées certaines années par les changements de climatologie marine au niveau du Canal du Mozambique, et les changements climatiques au niveau global.

Des longs mois de déficit de précipitations chronique apparaissent tous les 4 ou 5 ans auparavant et deviennent de plus en plus fréquentes ces dernières années. Cela affecte les communautés des zones littorales et intérieures avec pour conséquence une dégradation rapide des indicateurs nutritionnels au niveau de la population. Le très faible développement des infrastructures, la grande vulnérabilité des populations et l'inadaptation de certaines pratiques culturelle augmentent encore plus les impacts des périodes de sécheresse (connue localement sous le nom de Kéré).

### 2.2.2. Aléa Sismique et les risques de Tsunami

L'Institut et Observatoire Géophysique de Antananarivo (IOGA) relève que, si Madagascar se trouve effectivement à portée de vagues provenant d'événements telluriques survenant le long de la faille de Sumatra, l'île est cependant protégée par une barrière corallienne. L'éventualité de la survenue d'un Tsunami majeur semble donc écartée. Si de nombreux séismes de magnitude faible secouent certaines

<sup>15</sup> Bulletin météorologique de la Météo Malagasy, 20 octobre 2009.

<sup>16</sup> Southern Africa Regional Climate Outlook Forum (SARCOF-13), 26 to 27 August 2009, Harare.

régions de la grande île régulièrement, les conséquences éventuelles d'un séisme plus important (glissements de terrain, effondrements...) ne sont pas à écarter.

### **2.2.3. Epidémies**

En plus du risque cholérique qui reste présent, il existe également des foyers de peste dans le pays. Signalée dès la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, la maladie est toujours présente sur les hautes terres sous forme endémo - épidémique ou sporadique.

Les arboviroses de type dengue et chikungunya, en plus du paludisme, restent des causes majeures de morbidité et de mortalité.

Les intoxications collectives par consommation d'animaux marins ou ICAM. Surtout présentes dans les villages côtiers du littoral Est, elles sont en nette diminution depuis les années 90.

La grippe pandémique du virus AH1N1 faisait partie des risques encourus par le pays et a l'affecté depuis août 2009. La gestion de cette crise a été prise en compte dans un plan de contingence séparé.

### **2.2.4. Aléas anthropiques**

Les risques anthropiques liés au développement économique sont en augmentation. La valeur des pertes économiques potentielles augmente aussi de pair avec l'investissement croissant pour l'infrastructure. Parmi les risques qui menacent le pays, se trouvent les incendies soit des infrastructures socio-économiques (marchés, etc) soit les incendies des villages en milieu rural, les risques technologiques, particulièrement ceux causés par les transports, la manutention et le stockage des matériaux et des produits dangereux et les accidents de la circulation, mais le risque majeur est la crise politique qui se présente sous forme de trouble socio-politique et pourrait affecter l'humanitaire.

#### **Trouble socio-politique**

Les crises politiques affectent le pays d'une manière plus ou moins cyclique depuis son indépendance. La crise politique de 2009 se distingue des autres par l'existence des séries de violences ayant provoqué des centaines de morts et de blessés, des pillages et des pertes brusque des milliers d'emploi. En plus, ces violences se sont répandues sur presque l'ensemble du pays si elles étaient auparavant limitées au niveau de la capitale.

Pour Madagascar, la crise politique perturbe directement la vie sociale et économique du pays et engendre des pertes importantes sur ces secteurs.

### **2.3. Evaluation des risques et des impacts**

Au cours de l'atelier de planification de contingence du 20 au 21 août 2009, l'équipe humanitaire IASC a identifié les risques majeurs auxquels pouvait être confrontés Madagascar durant les 12 prochains mois.

Cette identification s'est faite sur la base des urgences potentielles ayant frappé Madagascar pendant les années précédentes, de la prévision météorologique pour la période d'octobre 2009 à mars 2010 et de l'analyse sur la situation du marché de riz à Madagascar. L'équipe humanitaire a classé les différentes crises selon leur risque d'apparition (ou probabilité d'occurrence) et leur degré d'impact sur la population en utilisant les critères de classement suivants.

<b>Probabilité d'occurrence</b>	<b>Description</b>
<b>Très probable</b>	Probabilité de près de 100% dans l'année
<b>Probable</b>	entre 10% et 100% de probabilité dans l'année, et au moins une chance dans les dix prochaines années
<b>Possible</b>	entre 1% et 10% de probabilité dans l'année, et au moins une chance dans les cent prochaines années
<b>Peu Probable</b>	moins de 1% de probabilité dans l'année, ou moins d'une chance dans les cent prochaines années

<b>Impact</b>	<b>Description</b>
<b>Catastrophique</b>	Perte de vie et nombre de victimes très importants Phase d'urgence qui dure plus de 30 jours Plus de 50% des biens sont fortement endommagés
<b>Critique</b>	Moins de 100 décès et/ou blessés Phase d'urgence qui dure au moins 2 semaines Plus de 25% des biens sont fortement endommagés
<b>Limitée</b>	Plusieurs décès et/ou blessés Phase d'urgence qui dure moins d'une semaine Plus de 10% des propriétés sont fortement endommagées
<b>Négligeable</b>	Pas de décès mais possibles des blessés Phase d'urgence moins de 24 heures Moins de 10% des biens sont fortement endommagés

Trois crises potentielles ont été unanimement identifiées :

- la crise liée aux cyclones et aux inondations,
- la crise liée à la sécheresse,
- et les impacts humanitaires des troubles sociopolitiques en cours.

Une quatrième situation d'urgence liée à une « crise complexe » a été entre autre identifiée et laissée à une réflexion ultérieure dans le sens où le dialogue politique pour la recherche d'une solution pacifique à la crise politique se poursuit.

#### **2.4. Analyse de la capacité de réponses locales**

La capacité d'adaptation de la population se mesure à son aptitude à atténuer l'impact d'une crise. Cette capacité varie énormément en fonction de plusieurs facteurs, dont le niveau de préparation de la population locale, de la fragilité de l'environnement, de la diversité des activités génératrices de revenus, de l'état des infrastructures sociales et économiques, la capacité d'adaptation des institutions elles-mêmes, etc. Les capacités d'adaptation sont évaluées sur une échelle allant de « très faible » à « très importante » et permettent d'identifier les populations qui n'ont pratiquement pas les moyens de faire face aux chocs externes et celles qui au contraire peuvent adapter facilement leurs modes de consommation pour compenser les pertes. Dans son ensemble, Madagascar reste très vulnérable aux chocs. Si les impacts directs sont relativement limités (mortalité directe plutôt faible en comparaison avec d'autres pays, déplacements des populations limités dans le temps et dans l'espace, et reconstruction/réhabilitation rapide des habitations), les impacts indirects à moyen et long terme influent cependant grandement sur la vulnérabilité des ménages déjà en situation de précarité.

Depuis 1996 et les débuts de la réflexion sur une Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes à Madagascar, le pays <sup>17</sup> opère suivant une logique de prévention et de préparation pour optimiser la réponse aux catastrophes naturelles. La Primature et le Ministère de l'Intérieur en sont les points d'ancrage décisionnel et sont chargés de la coordination des actions des partenaires. Certains ministères ont développé leurs propres capacités de réponse (le Service des Urgences et des Catastrophes du Ministère de la Santé, le Corps de la Protection Civile (CPC, la Direction des entretiens routiers, les Forces de développement du Ministère de la Défense, la Cellule d'urgence du Ministère de l'Education nationale, le Fonds de réponse aux catastrophes au sein de certains ministères, etc.).

La capacité de réponse du Gouvernement est parfois limitée par le contexte structurel sur le plan économique et géographique, bien qu'il y ait une volonté politique de mobiliser plus de ressources et d'optimiser l'action humanitaire.

<sup>17</sup> Le Système des Nations Unies, les bailleurs institutionnels, et les ONG (CARE, Médair, CRS et la Croix-Rouge).

La crise politique de 2009 a beaucoup affaibli cette capacité de réponse nationale. Les lacunes se présentent essentiellement sur deux aspects :

1) les structures humanitaires nationales y compris celles existantes au sein des ministères, avaient été complètement paralysées pendant certains moments de la crise, et sont maintenant confrontées à des problèmes d'ordre financier, matériel, voire de ressources humaines aussi bien au niveau national qu'au niveau décentralisé. Cela pourrait handicaper les mécanismes de coordination, surtout au niveau décentralisé, et la gestion de l'information à travers le circuit existant.

2) la saison cyclonique 2009-2010 rencontre un problème alarmant en termes de pré-positionnements. D'une part, les pré-positionnements du BNGRC sont largement faibles par rapport à son niveau normal de ces dernières années, une requête d'un montant de 2,465,000 USD\$ n'est pas satisfaite actuellement. L'équipe humanitaire rencontre la même contrainte, un besoin d'approvisionnement des pré-positionnements estimé à 5 millions \$ USD n'est pas comblé.

L'équipe humanitaire, activé juste avant le début de la crise politique en janvier 2009 a conduit un exercice de leçons apprises en août 2009 et a procédé en Octobre/Novembre à une revue de son mode de partenariat humanitaire en octobre 2009 afin de pouvoir mieux s'organiser pour affronter toutes les crises prévisibles pour les prochains mois.

### 3. RISQUES ET SCENARIOS RETENUS

L'équipe humanitaire a étudié 3 scénarios par crise identifiée (meilleur scénario, pire scénario et scénario le plus probable), et le plan de contingence retient les **scénarios les plus probables** comme base de planification pour la période couverte dans la planification.

Crises et scénarios	Description
<b>CYCLONES ET INONDATIONS</b>	
Scénario du meilleur cas	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Peu de cyclone avec faible intensité</li> <li>○ Dégâts matériels limités géographiquement, services sociaux fonctionnels et accessibles</li> <li>○ Pas de décès humains mais possibles quelques cas de blessés</li> </ul>
Scénario le plus probable	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Environ 4 cyclones, dont un très puissant, qui touchent Madagascar pendant la saison</li> <li>○ Maladies hydriques et autres épidémies localisées</li> <li>○ Affecte les régions de la côte –est/nord-ouest, avec des inondations sur les hautes terres (plaine d'Antananarivo et d'Alaotra)</li> <li>○ 600 000 personnes affectées, avec des déplacements temporaires de la population, dont 20.000 sur la plaine d'Antananarivo</li> <li>○ Dommages assez importants sur les infrastructures, entraînant à l'inaccessibilité de certains centres de services sociaux et à l'enclavement temporaire des quelques régions.</li> </ul>
Scénario du pire cas	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Passage des cyclones très puissants successifs en espace de quelques semaines/mois au cours de la saison</li> <li>○ Forte hausse de la mortalité et de morbidité, inaccessibilité accrue des services sociaux</li> <li>○ Inondation des principales zones de production, et des grandes villes entraînant des déplacements massifs de la population</li> <li>○ Dommages très importants sur les infrastructures</li> </ul>
<b>SECHERESSE</b>	
Scénario du meilleur cas	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Déficit de pluies et situation d'insécurité alimentaire localisée</li> <li>○ Nombre de districts et communes affectés actuellement reste le même, situation stable</li> </ul>
Scénario le plus probable	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Déficit de pluviométrie entre octobre et novembre 2009,</li> <li>○ Environ 600.000 personnes affectées, avec possibilité de déplacements temporaires</li> <li>○ Dégradation des filières porteuses et productives</li> <li>○ Augmentation du taux de malnutrition aigüe chez les enfants, comparé à celui du début 2009</li> </ul>
Scénario du pire cas	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Déficit de précipitation généralisé et prolongé à partir d'octobre 2009 jusqu'en mars 2009</li> <li>○ Dégradation de la situation nutritionnelle, surtout chez les enfants, et forte augmentation de la mortalité</li> <li>○ Déplacement de la population, et personnes affectées pouvant atteindre plus de 1 millions</li> </ul>
<b>TROUBLE SOCIO-POLITIQUE</b>	
Scénario du meilleur cas	<ul style="list-style-type: none"> <li>○</li> </ul>
Scénario le plus probable	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Paralysie partielle de l'administration</li> <li>○ Revenu en baisse de la population</li> <li>○ Possible dégradation de l'approvisionnement des PPN, et du riz en particulier</li> <li>○ Existence des séries de violence localisée dans quelques grandes villes</li> </ul>
Scénario du pire cas	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Paralysie totale de l'administration</li> <li>○ Violence généralisée, pillage et vandalisme entraînant des pertes de vie humaine, des dégâts matériels</li> </ul>

CRITERES			
Type de crise	Table : Profile des crises selon les scénarios les plus probables pour 2009/2010		
	Sécheresse	Impacts Humanitaires du trouble socio-politique	Cyclones et inondations
<b>Probabilité d'occurrence</b>	Probable	Probable	Très probable
<b>Impact</b>	Critique	Critique	Critique
<b>Saison</b>	Octobre 2009 à Avril 2010	2009 _ 2010	Novembre 2009 à Mai 2010
<b>Fréquence</b>	Irrégulière	Spontanée	Annuelle
<b>Indicateurs d'alerte</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Déficit de pluies prolongé au cours du 2ème semestre 2009 dans le sud de Madagascar. (normal) : irrégularité au moment du semis</li> <li>☒ Démarrage échoué de la campagne 2009_2010 à cause de problème de manque de semences</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Annulation de l'importation de 150.000 tonnes de riz (Arabie saoudite et Inde)</li> <li>✓ Suspension prolongée des financements (surtout les fonds sociaux)</li> <li>✓ Non éligibilité à l'AGOA</li> <li>✓ Délocalisation massive des sociétés en zone franche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présence d'un cyclone à partir de catégorie 2 (vitesse de vente &gt; 154 km/h), l'équivalent du cyclone tropicale, qui menace un des côtes de Madagascar.</li> <li><i>Cas de la plaine d'Antananarivo</i></li> <li>✓ Présence d'un cyclone à partir de catégorie 4 (vitesse de vente &gt; 210 km/h), l'équivalent du cyclone tropicale intense, qui traverse la bande centrale de Madagascar.</li> <li>✓ Présence de plus de 2 cyclones successifs en espace de quelques jours, qui traversent la bande centrale de Madagascar</li> <li>✓ Atteinte du seuil d'alerte de l'APIPA</li> </ul>
<b>Indicateurs et seuils de déclenchement des réponses (indicateurs globaux, chaque cluster dispose ses propres indicateurs)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Morts de bétails à cause du manque d'eau</li> <li>✓ Déplacement de la population</li> <li>✓ Dépassement des seuils nutritionnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Reprise des violences et des pillages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Déplacement temporaire (10.000 personnes<sup>18</sup>) de la population dans les zones affectées</li> </ul>
<b>Localisation</b>	Régions ANOSY, ANDROY ET ATSIMO ANDREFANA	6 CHEFS LIEUX DES EX-PROVINCES, ANTSIRABE, MANANJARY, NOSY VARIKA, MANAKARA, VOHIPENO, IKONGO, FARAFANGANA, VANGAINDRANO, VONDROZO	REGIONS DE LA COTE EST/NORD-OUEST, plaine d'Antananarivo et d'Alaotra

<sup>18</sup> Il s'agit d'un seuil identifié par le BNGRC et au dessus duquel la capacité de réponse nationale serait dépassée.

<b>CRITERES</b>			
<b>Table : Profile des crises selon les scénarios les plus probables pour 2009/2010</b>			
<b>Type de crise</b>	<b>Sécheresse</b>	<b>Impacts Humanitaires du trouble socio-politique</b>	<b>Cyclones et inondations</b>
<b>Hypothèse de planification (nature des dommages et personnes affectés)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 600.000 personnes affectées</li> </ul>	<p><b>Dégâts humains</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Plus de 1000 blessés dont 500 graves (nécessitant une hospitalisation) et 150 décès variant selon les zones.</li> <li>✓ Disparition des enfants</li> </ul> <p><b>Dégâts matériels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Destruction des centres commerciaux et d'approvisionnement en produits alimentaires de base</li> </ul>	<p><b>Dégâts humains</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 600.000 personnes affectées, 60.000 ont besoin d'assistance immédiate dont 20.000 se trouvent dans la plaine d'Antananarivo.</li> <li>✓ WASH : 120.000 personnes n'ont pas accès à l'eau potable.</li> </ul> <p><b>Dégâts matériels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 100 ponts, 600 salles de classe, 50 centres de santé endommagés ; 1 centre hospitalier submergé ; 5% des routes nationales et 30% des routes secondaires impraticables ; réseau ferroviaire interrompu ; quelques aéroports impraticables pendant un certain temps</li> <li>✓ 30 à 40% de perte en agriculture</li> </ul>
<b>Conséquences humanitaires potentielles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Population exposée à une insécurité alimentaire prolongée, et éventuellement à un problème nutritionnel</li> <li>✓ Manque de disponibilité d'eau potable, aussi bien pour la population que pour les services sociaux</li> <li>✓ Possible déplacement temporaire de la population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Approvisionnement très perturbé : en riz pour les grandes villes, et en PPN pour les villes de la côte sud-est qui dépendait de l'ancien circuit de distribution et du chemin de fer FCE.</li> <li>✓ Flambée du prix du riz</li> <li>✓ Rentrée scolaire 2009_2010 en difficulté</li> <li>✓ Campagne rizicole 2009_2010 compromise</li> <li>✓ Violence et violation des droits humains</li> <li>✓ Possible déplacement temporaire de la population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Augmentation de la mortalité et de la morbidité.</li> <li>✓ Augmentation de la vulnérabilité des populations dans les zones affectées</li> <li>✓ Besoin pressant d'accès aux services de base (eau potable, nourriture, abris, éducation, santé)</li> <li>✓ Augmentation du risque épidémique de choléra, rougeole, maladies diarrhéiques, méningite, fièvres, etc.</li> <li>✓ Dégradation des moyens économiques et sociaux de la population locale : route, piste, ponts, écoles, centres de santé</li> <li>✓ Inondation et ensablement des terrains agricoles</li> <li>✓ Inondation des grandes agglomérations (exemple : plaine d'Antananarivo, et les agglomérations du versant ouest du Lac Alaotra), entraînant plusieurs milliers des gens sans abri.</li> <li>✓ Augmentation de la violation des droits humains</li> </ul> <p><i>Cas de la plaine d'Antananarivo</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Augmentation du risque épidémique de choléra,</li> </ul>

CRITERES		Table : Profile des crises selon les scénarios les plus probables pour 2009/2010		
Type de crise		Sécheresse	Impacts Humanitaires du trouble socio-politique	Cyclones et inondations
				rougeole, maladies ✓ Déplacement temporaire de la population Inaccessibilité aux services sociaux (écoles, CSB)
<b>Durée de la phase d'urgence aiguë</b>		3 MOIS	N/A	1 MOIS
<b>Expériences du pays dans le passé récent</b>		Le pays a fréquemment vécu la sécheresse, avec une amplitude plus ou moins la même. Entre les années 1990 et 2006, un Commissariat Général pour le Développement Intégré dans le Sud (CGDIS) était en place pour coordonner toutes les activités dans le sud sur cette problématique. Les trois régions vulnérables ont subi les effets de cet aléa pendant premier semestre 2009. Ainsi tous les secteurs humanitaires ont beaucoup d'expériences et des données de référence sur la sécheresse existent.	Ce type de crise se répète assez régulièrement. Les dernières expériences de 2009 se distinguent quand même par des séries de violence, de pillage et d'insécurité accrue aussi bien en milieu rural qu'urbain. Toutefois, les expériences des acteurs humanitaires sont limitées, en particulier pendant la phase d'urgence	Chaque année, le pays est traversé par 4 ou 5 cyclones. Tous les acteurs humanitaires ont beaucoup expérimenté depuis la phase de préparation jusqu'à la phase de réponses au cyclone. Les expériences sont limitées à ce niveau, sans aller dans le relèvement.
<b>Capacités de réponses</b>	<b>National</b>	La gestion des actions de préparation et de réponses à cet aléa fait partie des mandats du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes, qui regroupe une large plate-forme humanitaire (CRIC) pour la coordination des réponses nationales.	-	La gestion des actions de préparation et de réponses à cet aléa fait partie des mandats du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes.
	<b>Local</b>	On note la présence d'un système d'alerte précoce qui couvre toutes les zones depuis plus de 15 ans, ainsi qu'une couverture assez importante de pluviomètre pour le suivi régulier des précipitations	-	Le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes est représenté à tous les niveaux de découpage administratif par des comités locaux de gestion des risques et des catastrophes. La solidarité malgache, connue sous le nom de « Fihavanana » fait que les victimes des cyclones, en particulier les familles sans abris, sont hébergées par leurs familles/voisins jusqu'à que la reconstruction/réhabilitation de leurs maisons..
	<b>Partenaires</b>	Des membres de l'équipe humanitaire ont une présence permanente dans la		La présence des partenaires couvre les zones vulnérables au cyclone/inondation. Cette présence



CRITERES		Table : Profile des crises selon les scénarios les plus probables pour 2009/2010		
Type de crise		Sécheresse	Impacts Humanitaires du trouble socio-politique	Cyclones et inondations
		zone régulièrement affectée pour s'occuper à la fois des problématiques liées au développement, ce qui augmente la capacité d'évaluation et d'intervention pendant la phase d'urgence.		facilite i) la transmission des premières informations juste après le passage de cyclone, en appui avec les comités locaux de GRC, et ii) le démarrage des aides de premiers secours.
<b>Probables contraintes et lacunes pendant la phase d'urgence</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manque de coordination entre les acteurs humanitaires et les acteurs de développement.</li> <li>✓ Communication encore limitée pour la plupart des zones affectées</li> <li>✓ Faiblesse des pré-positionnements par rapport à son niveau habituel : les pré-positionnements nationaux n'existent pas, ceux de l'équipe humanitaire ont été épuisés pour répondre aux besoins des crises multiples pendant le premier semestre 2009.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les structures humanitaires nationales risquent d'être paralysées pendant la phase d'urgence</li> <li>✓ Absence de système de monitoring et de suivi de la vulnérabilité dans les grandes villes autre qu'Antananarivo. Par exemple, le financement de l'Observatoire du Riz qui assure le suivi de la variation du prix des produits alimentaires de base reste encore à négocier à partir de septembre 2009.</li> <li>✓ La présence des partenaires et les secteurs ne couvrent pas toutes les zones concernées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Capacité locale et nationale affaiblie en termes de collecte et transmission d'information (remplacement de la majorité des autorités décentralisées qui président les comités locaux, manque du budget de fonctionnement, etc)</li> <li>✓ Enclavement totale de la majorité des communes et des districts affectées pendant plusieurs semaines</li> <li>✓ Faiblesse des pré-positionnements par rapport à son niveau habituel : les pré-positionnements nationaux n'existent pas, ceux de l'équipe humanitaire ont été épuisés pour répondre aux besoins des crises multiples pendant le premier semestre 2009.</li> </ul> <p><b>Cas de la plaine d'Antananarivo</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Capacité locale et nationale affaiblie en termes de collecte et transmission d'information (remplacement de la majorité des autorités décentralisées, budget de fonctionnement limité, etc)</li> </ul>
<b>Besoins prioritaires</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Fourniture d'eau potable aux personnes affectées</li> <li>✓ Fourniture des rations pour les personnes vulnérables : enfants, femmes allaitantes et enceintes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Assistance médicale aux personnes blessées</li> <li>✓ Assistance aux personnes victimes de non respect de Droit de l'homme</li> <li>✓ Soutien psychologique aux personnes victimes d'agression et d'autres chocs, en particulier aux élèves</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Fourniture d'abris temporaires, de couverture et d'aliments aux personnes déplacées</li> <li>✓ Fourniture d'eau potable à la fois aux personnes déplacées et aux personnes affectées en général</li> <li>✓ Maitrise de la prolifération des maladies épidémiques dans les zones affectées</li> <li>✓ Rétablissement rapide des moyens logistiques et des infrastructures socio-économiques</li> </ul>

## **4. GESTION D'ENSEMBLE ET COORDINATION**

### **4.1. Structures de coordination existantes et mécanisme de coordination**

Au niveau national, la Gestion des Risques et Catastrophes est placée sous la responsabilité du Premier Ministre, qui préside le Conseil National de Gestion des Risques et des Catastrophes (CNGRC), et sous la tutelle administrative du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Dans les textes, la structure de GRC est décentralisée jusqu'au niveau des Fokontany, le découpage administratif le plus bas.

La Cellule de Gestion et de Prévention des Urgences (CPGU) appuie le Premier Ministre et le CNGRC dans l'analyse et la définition des stratégies/politiques. Le BNGRC est la structure opérationnelle du CNGRC, il a le mandat d'assurer la coordination nationale de la GRC. Cette responsabilité comprend la prévention, la réduction, la préparation, la planification stratégique et la réponse humanitaire opérationnalisée à travers le Comité de Réflexion des Intervenants en Catastrophes (CRIC).

Le CRIC, qui fonctionne sous l'égide du BNGRC, regroupe en premier lieu les ministères techniques. La coordination se fait en « Groupes sectoriels » dans le cadre de « l'approche de responsabilité sectorielle » ou « approche par cluster », partiellement adoptée depuis avril 2007. Une seule structure conjointe avait fonctionné pour préparer et gérer les saisons cycloniques 2007-2008 et une partie de la saison 2008-2009. En cas de crise, le BNGRC convoque une réunion du CRIC et active immédiatement le plan de contingence nationale.

L'activation de l'Equipe Humanitaire depuis janvier 2009, présidée par le Coordonnateur résident du SNU, s'est traduite par la mise en œuvre effective de la réforme humanitaire. L'Equipe Humanitaire constitue une structure de coordination indépendante mais complémentaire à la structure nationale, pour assumer ses obligations comme décrites au niveau global.

Suite à la revue du partenariat humanitaire, le « Groupe thématique de Prévention et de Gestion des catastrophes » ou GTPGC, transversal et multisectoriel, créé en 2004 par le Système des Nations Unies dans le cadre de l'UNDAF et présidé par l'UNICEF et réunit régulièrement les points focaux Urgences des différentes agences onusiennes, sera élargi aux coordonnateurs des clusters, aux ONGs, et aux Mouvements des Croix Rouge (CICR et IFRC) dans le cadre de la mise en place de cette équipe humanitaire. Cette nouvelle structure inter-cluster s'appellerait « Groupe Technique de Coordination Humanitaire ».

L'Equipe humanitaire dispose donc de : i) ce groupe de techniciens inter-clusters et puis ii) des huit clusters humanitaires présidés par les coordonnateurs des clusters comme bras opérationnels pour les préparations et les réponses aux urgences. Il s'agit des clusters Eau et assainissement, Education, Habitat, Logistique, Protection, Nutrition, Sécurité alimentaire et moyens de subsistance et Santé. Les clusters commencent à se décentraliser, comme le cas de l'Eau et assainissement, pour assurer la coordination de leurs activités au niveau des régions et des districts.

Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) apporte un soutien au Coordonnateur Résident du SNU pour la coordination de l'Equipe Humanitaire, dans le cadre de la préparation et de la gestion des catastrophes. Il joue un rôle d'interface avec le BNGRC pendant les différentes phases de la crise, depuis la phase de préparation et assure également le secrétariat de l'Equipe Humanitaire. De façon similaire, le Bureau du Coordonnateur résident s'est renforcé depuis Avril 2008 d'un spécialiste en relèvement précoce qui appuie les clusters et les agences dans la prise en compte des besoins de relèvement précoce et assure le lien avec les autorités et OCHA dans ce domaine.

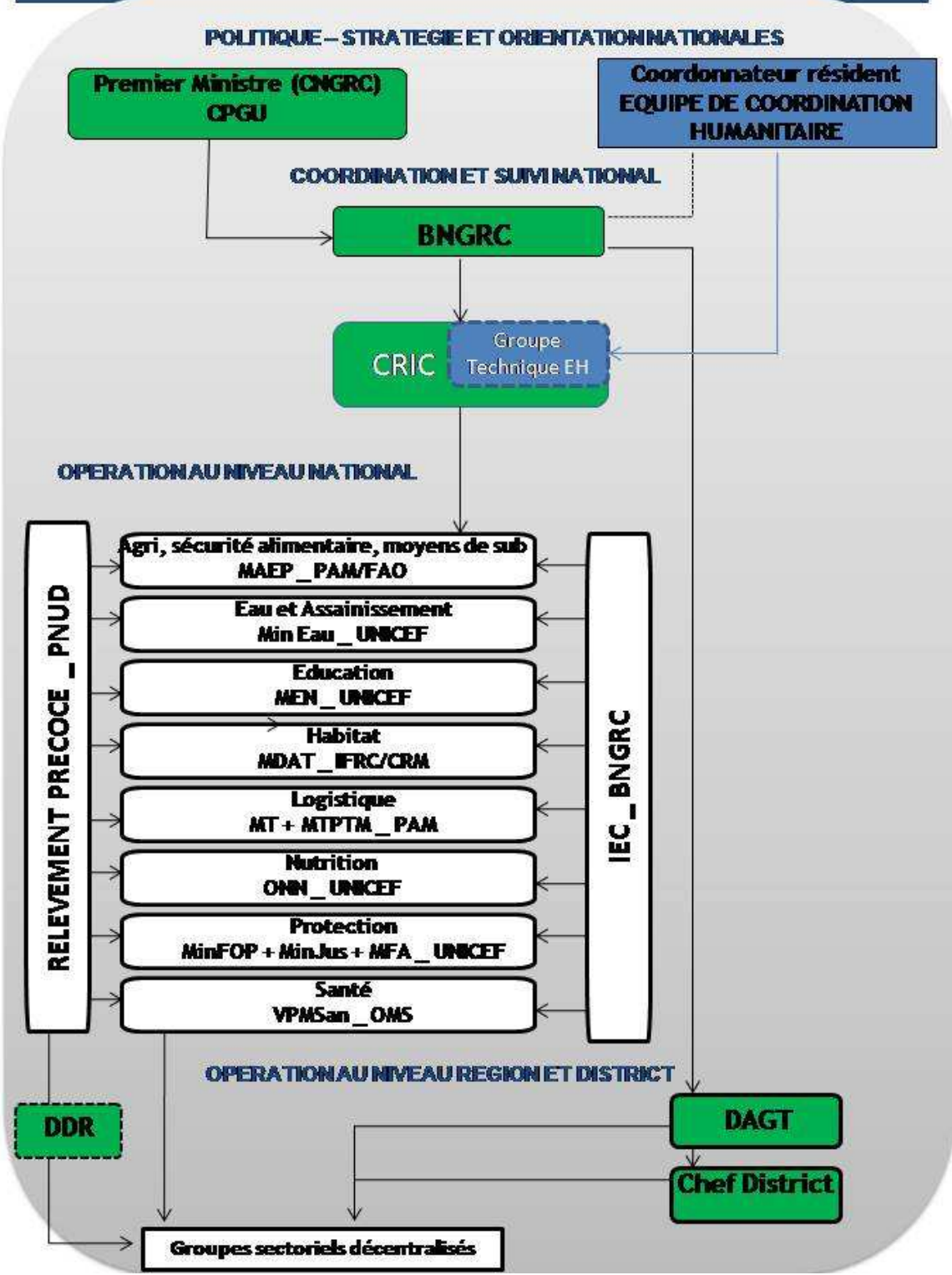
Concernant le mécanisme de coordination, l'équipe humanitaire prévoit d'intervenir suivant deux façons différentes :

i) un mécanisme conjoint avec le Gouvernement et le BNGRC est gardé pour le cas des catastrophes naturelles sur le plan opérationnel : les clusters s'intègrent dans les groupes sectoriels présidés par les ministères aussi bien au niveau national qu'au niveau décentralisée. Les mécanismes de coordination pendant les phases d'urgence aiguë provoquées par les cyclones sont définies dans la matrice de réaction rapide (pages 23 à 27) élaborée en cohérence avec la matrice de réaction rapide du Gouvernement.

ii) un mécanisme indépendant sera activé en cas des troubles sociopolitiques, et l'équipe humanitaire dispose de sa propre matrice de réaction rapide en cas d'urgence aiguë provoquée par des violences.

Les deux figures ci-après montrent les deux structures de coordination existantes.

## Structure de coordination pour le cyclone/inondation



## Structure de coordination de l'Equipe Humanitaire

### POLITIQUE – STRATEGIE ET ORIENTATION NATIONALES

**Coordonnateur résident  
Equipe de Coordination Humanitaire**

### COORDINATION ET SUIVI AU NIVEAU NATIONAL

**Inter-clusters**

**Groupe technique  
GRC**

### OPERATION AU NIVEAU NATIONAL

**Sécurité alimentaire et moyens  
de subsistance \_ PAM/FAO**

**Eau et Assainissement  
UNICEF**

**Education  
UNICEF**

**Habitat  
IRC / CRM**

**Logistique  
PAM**

**Nutrition  
UNICEF**

**Santé  
OMS**

**Protection  
UNICEF**

**RELEVEMENT PRECOCE \_ PNUD/BPCR**

### OPERATION AU NIVEAU REGION ET DISTRICT

**Clusters**



**b) Points focaux humanitaires**

Chaque Agence « Cluster lead » a identifié des coordonnateurs des clusters qui leur représentent dans la coordination humanitaire au sein des clusters. Le tableau ci-après reprend ces points focaux avec leurs analogues respectifs au sein du Gouvernement. Les détails des 3w sont fournis en annexe 4d.

Président Technique	Point focal	Téléphone	Mail
---------------------	-------------	-----------	------

**Groupes sectoriels du Gouvernement**

Agriculture et Sécurité Alimentaire	MAEP	RANDRIANA Victor	034 04 175 20	randriana-victor@caramail.com
				dsa@maep.gov.mg
Eau et assainissement	ME	ANDRIAMAMONJY Mahavonjiniaina	032 40 160 37	mem-dea@moov.com
Education	MEN	RANDRIAMIALIONA François	033 12 842 41	andriamialina@yahoo.fr
Habitat	MRFDAT	RABE Harimanana	033 11 449 71 – 034 02 143 04	dat.mprdat@yahoo.fr;rabeharim@moov.mg
				chsse@mt.gov.mg
Logistique	MTPM	RAKOTOARIVO Jean M.	032 43 284 66	
		RAMAROVELO Eloï	032 07 150 57	dr@mtpm.gov.mg;eloi.r-velo@mtpm.gov.mg
Nutrition	ONN	RAJAABELISON Josia	033 12 805 95	onn@blueline.mg, seeefs@moov.mg
		MANOVA Tsibara	034 07 009 02	manova.tsibara@yahoo.fr
Protection	MinPop, MFA, Min Justice	N/A		
Santé	VPMSan	Dr RAJAONARIVELO	032 49 195 90	sucadulmt@yahoo.fr

**Réseau transersal**

Information, Education, Communication	BNGRC	Dia Styvanley Soa	034 01 225 99	dissoa@gmail.com
---------------------------------------	-------	-------------------	---------------	------------------

**Coordination nationale**

Direction Opération	BNGRC	Col Elack Olivier Andriakaja	032 49 736 35	bngrc@bngrc.mg
Direction Protection Civile	BNGRC	Col Miha	032 43 654 82	mihanfn@yahoo.fr
Partenariat	BNGRC	Col RAMBOLARISON Charles	032 45 570 33	protimamo@yahoo.fr
Suivi-Evaluation	BNGRC	Col Edmond Randriamanantsoa	033 12 121 42	
Information, web	BNGRC	RANDRIANARIVELO Nianja	033 11 658 32	nianjar@yahoo.fr

Agence Cluster Lead	Coordonnateurs des clusters	Téléphone	Mail
---------------------	-----------------------------	-----------	------

**Clusters humanitaires**

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance	PAM	Silvia Caruso	032 07 137 11	silvia.caruso@wfp.org
	FAO	Louis Muhigirwa	032 64 598 99	Louis.Muhigirwa@fao.org
Eau et assainissement	UNICEF	Evariste Ekouassikomlan	032 05 426 72	ekouassikomlan@unicef.org
Education	UNICEF	Margarita Focas Licht	032 05 426 39	mfoclicht@unicef.org
Habitat	IFRC/CRM	Dr Josselyn	032 05 221 0 7	crm5@moov.mg
Logistique	PAM	Aline Rumonge	032 07 137 40	Aline.Rumonge@wfp.org
		Aline Rumonge	032 07 137 40	Aline.Rumonge@wfp.org
Nutrition	UNICEF	Paola Valenti	032 05 426 26	pvalenti@unicef.org
Protection	UNICEF	Brigitte Doppler	032 05 426 77	bdoppler@unicef.org
Santé	OMS	Dr Lamina Arthur	032 03 303 15	Rakotonl@mg.afro.who.int

**Réseau transersal**

Relèvement précoce	PNUD	Christophe Legrand	032 07 466 80	christophe.legrand@undp.org
--------------------	------	--------------------	---------------	-----------------------------

**Coordination nationale**

Appui au Coordonnateur Résident du SNU	OCHA/BCR	Pierre Bry	032 05 076 95	pierre.bry@undp.org
	OCHA/BCR	Rakotoson Rija	032 05 076 93	rakotoson@un.org
Coordonnateurs d'urgence	FAO	Alexandre Huynh	032 04 737 20	alexandre.huynh@fao.org
	UNICEF	Dominique Stolarow	033 40 411 22	dstolarow@unicef.org

### 4.3. Matrice de réaction rapide en cas d'une situation d'urgence aigüe

La matrice de réaction consiste à identifier la chronologie des actions clés à prendre pendant les premières heures/jours/semaines, avec les responsables respectifs de chaque action, pendant une phase d'urgence à évolution rapide.

Le plan considère deux cas de figure : séries de violences et passage d'un cyclone. La matrice correspondant à des séries de violence a été élaborée indépendamment du Gouvernement, en plus que l'outil n'existe pas au niveau national et le Gouvernement lui-même se trouverait paralysé pendant telle circonstance.

Par contre, la matrice de réaction rapide relative au passage d'un cyclone a été ajustée au cours de l'atelier de mise à jour du plan de contingence national sur le cyclone en novembre 2009 pour être complètement en cohérence avec la matrice de réaction rapide nationale du Gouvernement.

- a) Matrice de réaction rapide de l'Equipe Humanitaire en cas de séries de violence (relatif à la crise « Trouble sociopolitique »

EN CAS D'AUTRE URGENCE AIGUE : VIOLENCE MAJEURE			
N°	Activités	Premier responsable	Autres acteurs
<b>PREMIERES 24 HEURES APRES LA VIOLENCE</b>			
1	Convoquer une réunion d'urgence du « Groupe Technique de coordination humanitaire » juste après le début de la violence, ou même avant le début la violence si c'est prévisible	BCR/OCHA	Clusters (Santé, Protection, Logistique)
2	Elaborer un premier « SITREP » en fonction de la disponibilité de l'information	BCR/OCHA	Coordonnateurs des Clusters (Santé, Protection, Logistique)
3	Entamer les premiers secours d'urgence	Clusters Santé, Protection	
<b>PREMIERES 48 HEURES</b>			
4	Conduire une première évaluation pour identification des besoins	Clusters Santé, Protection	Membres des clusters Santé et Protection
5	Convoquer une réunion de l'Equipe Humanitaire <b><u>si les violences sont graves</u></b> , afin de prendre des décisions si besoin de mobilisation de fonds, de création d'une « cellule de crise »	Coordonnateur Résident, BCR/OCHA	
6	Convoquer une réunion du SMT pour décider sur le changement de phase de sécurité de UN <b><u>si les violences sont graves</u></b>	Coordonnateur Résident,	
7	Organiser un processus de mobilisation de ressources (si c'est le cas)	BCR/OCHA	Clusters Leads concernés
8	Gestion de la « cellule d'urgence » (si c'est le cas)		
9	Elaboration d'un second SITREP	BCR/OCHA	Clusters Leads (Santé, Protection, Logistique)
<b>PREMIERE SEMAINE</b>			
9	Convoquer une deuxième réunion d'urgence du « Groupe Technique de coordination humanitaire » pour planification sur les moyens termes	BCR/OCHA	

b) Matrice de réaction rapide conjointe en cas passage de cyclone

Matrice Nationale			Matrice de l'Equipe Humanitaire		
N°	Activités	Par qui ?	Activités	1 <sup>er</sup> responsable	Autres responsables
<b>24 H HEURES AVANT L'ENTREE DU CYCLONE</b>			<b>24 HEURES AVANT L'ENTREE DU CYCLONE</b>		
1	Convoquer une Réunion du CRIC pour estimer les impacts potentiels du cyclone, sur la base des prévisions météorologiques, et pour préparer les éventuelles évaluations	BNGRC	Participer à la réunion du CRIC	Groupe de Coordination des Techniciens Humanitaires	
2	Informier et mobiliser les autorités régionales Régionale (détails spécifiques, zones vulnérables à prévenir, matraquage radiophonique,...)	BNGRC	Faciliter la disponibilité des moyens logistiques si évaluation des dégâts en perspective	Coordonnateur du Cluster Logistique	
3	Assurer que le moyen de transmission des informations entre le niveau Nationale et le niveau Régionale fonctionne	Chaque entité	Assurer que les techniciens qui vont faire l'éventuelle première évaluation sont disponibles et sont prêts à partir.	Coordonnateurs des Clusters	
<b>PREMIERES 24 HEURES</b>			<b>PREMIERES 24 HEURES</b>		
4	Collecter au niveau national les premières informations dans les régions affectées	BNGRC Tous les intervenants	Convoquer une réunion de « Groupe de Coordination des Techniciens Humanitaires » sur la base des premières informations reçues des bureaux sur le terrain	BCR/OCHA	Tous les Coordonnateurs des Clusters, Coordonnateurs d'urgence, ONGs
5	Réunir les membres du CRIC pour : partager les informations sur la situation, prendre des décisions sur la première évaluation multisectorielle, et ainsi activer le plan de contingence national si nécessaire (cf : matrice de réaction rapide et plans sectoriels),	BNGRC	Participer à la réunion d'urgence du CRIC	Tous les clusters	Agents de communication
6	Continuer avec une réunion de mise au point sectorielle en vue de la préparation des	Chefs de file Groupes	Participer à la réunion de mise au point sectorielle	Groupe de Coordination des Techniciens	Agents de communication



Matrice Nationale			Matrice de l'Equipe Humanitaire		
N°	Activités	Par qui ?	Activités	1 <sup>er</sup> responsable	Autres responsables
	évaluations (survol et/ou évaluation rapide) et établir en même temps la liste des personnes et la délimitation des zones à survoler	sectoriels		Humanitaires et Coordonnateurs des clusters	
7	Produire l'information nécessaire pour permettre la prise de décision du Gouvernement en ce qui concerne la déclaration d'une situation d'urgence. Si telle déclaration est jugée nécessaire par un consensus des partenaires mais n'est pas émise suffisamment tôt par le Gouvernement, le CRIC se mobilise pour apporter des suppléments d'information et aider le gouvernement dans sa prise de décision.	CPGU	Produire l'information nécessaire pour permettre la prise de décision au niveau de l'Equipe Humanitaire	Groupe de Coordination des Techniciens Humanitaires	
8	Assurer que les mécanismes de coordination locale de tous les intervenants (au niveau des régions, districts, communes) soient activés	BNGRC	Convoquer une réunion de l'Equipe Humanitaire pour le lendemain, <b>si les impacts sont jugés importants et dépassent la capacité nationale</b>	Coordinateur Résident	BCR/OCHA
9	Faire une première communication officielle à l'endroit des populations affectées, du public, et des medias.	BNGRC	Produire et distribuer le premier SITREP	BCR/OCHA	Clusters Leads
10	Déclencher les premiers secours d'urgence sur la base des informations disponibles (zones affectées, intensité de l'aléa...)	Tous les intervenants	Constituer une « cellule d'urgence » et une salle des opérations, <b>si les impacts sont jugés importants</b>	Equipe Humanitaire	
PREMIERES 48 HEURES			PREMIERES 48 HEURES		
11	Déclencher la première évaluation aérienne	BNGRC Chefs des Groupes sectoriels	Déclencher la première évaluation aérienne avec la partie nationale	Coordonnateur de Cluster Logistique	Clusters qui participent à l'évaluation
12	Débloquer les fonds d'urgence disponibles	FID ONN etc	Tenir la réunion de l'Equipe Humanitaire, en présence des bailleurs en initiant la discussion sur le processus de mobilisation de	Coordinateur Résident	BCR/OCHA

Matrice Nationale			Matrice de l'Equipe Humanitaire		
N°	Activités	Par qui ?	Activités	1 <sup>er</sup> responsable	Autres responsables
			ressources externes		
13	Continuer à collecter les données pour mettre à jour le SITREP	Information / Communication BNGRC	Continuer à collecter les données pour produire le deuxième SITREP	BCR/OCHA	Coordonnateurs des Clusters
14	Poursuivre l'effort d'information à l'endroit de la population affectée, du public et des médias.	BNGRC			
15	Organiser et activer la réception des dons jusqu'aux bénéficiaires	BNGRC Autorités locales...			
DEUX PREMIERES SEMAINES			DEUX PREMIERES SEMAINES		
16	Présenter les résultats de la mission d'évaluation par survol au CRIC	BNGRC Chefs des Groupes sectoriels	Présenter les résultats de la mission d'évaluation initiale à l'Equipe Humanitaire <b><u>si les impacts sont jugés importants</u></b>	Coordonnateurs des Clusters	
17	Démarrer l'évaluation rapide multisectorielle <b><u>sans dépasser la première semaine.</u></b>	BNGRC et Groupes sectoriels concernés	Démarrer l'évaluation rapide multisectorielle avec la partie nationale	Coordonnateurs des Clusters	
18	Poursuivre les efforts de coordination à tous les niveaux (réunir les réseaux IEC, RP à intervalle plus rapproché).	BNGRC	Produire le troisième SITREP	BCR/OCHA	Coordonnateurs des Clusters
19	Lancer le processus d'un appel à l'aide internationale <b><u>si nécessaire</u></b>	Gouvernement	Mettre en place <b><u>si nécessaire</u></b> le(s) cluster(s) pour les aspects de la réponse non couverts par les clusters existants	PNUD	
20			Répondre à l'appel à l'aide internationale (si nécessaire), en produisant un Flash Appeal et une proposition CERF si confirmée par l'Equipe Humanitaire	Equipe Humanitaire	BCR/COHA Coordonnateurs des Clusters
21	Réconcilier l'information (3Ws)	BNGRC	Réconcilier l'information (3Ws),	BCR/OCHA	Coordonnateurs des Clusters
22	Analyser les lacunes et le flux de l'assistance	CRIC restreint	Faire l'analyse conjointe des lacunes et le flux de	Groupe de	

Matrice Nationale			Matrice de l'Equipe Humanitaire		
N°	Activités	Par qui ?	Activités	1 <sup>er</sup> responsable	Autres responsables
	matérielle		l'assistance matérielle dans le cadre du CRIC restreint	Techniciens Humanitaires	
23	Tenir une réunion du CRIC pour faire le bilan sommaire des réalisations	BNGRC	Assister à la réunion de bilan de réalisation du CRIC		
24	Tenir des briefings et points de presse pour les partenaires et les media	BNGRC			
PREMIER MOIS			PREMIER MOIS		
25	Conduire des évaluations plus approfondies des besoins et planifier l'intervention sur les 3 à 6 prochains mois, identification des conséquences immédiates et effets induits	Groupes sectoriels	Conduire des évaluations plus approfondies des besoins et planifier l'intervention sur les 3 à 6 prochains mois, identification des conséquences immédiates et effets induits	Clusters	
26			Réviser le Flash Appeal	Equipe Humanitaire	BCR/COHA Coordonnateurs des Clusters

## 5. PLAN DE REPONSE CONJOINTE

### 5.1. Objectifs généraux

Ce plan a été élaboré dans le respect de l'esprit de la charte de l'action humanitaire et qui réaffirme le droit des populations affectées par les catastrophes à la protection, à l'assistance, et à vivre dans la dignité<sup>19</sup>. Ce plan a pour but d'identifier les actions à mener dans le cadre de la :

- Préparation aux urgences : Désignation des points focaux, identification des besoins, stockage, pré-positionnement des moyens de réponse, calcul de coûts initiaux, identification des bénéficiaires potentiels et actions d'information et de formation pour la limitation des impacts.
- Gestion des réponses aux urgences : Organisation des premières évaluations d'urgence puis des réponses de première ligne pour restaurer un niveau de vie adéquat aux populations, dans la dignité. Evaluations approfondies.
- Gestion de l'après crise : Continuum, suivi et évaluation de la qualité des programmes menés, et prise en compte de relèvement précoce (en cours).

Ainsi, les huit (08) plans de réponse des clusters qui sont présentés en *Annexe 1* visent à permettre une mise à disposition immédiate de moyens de réponse aux besoins les plus urgents, et les besoins permettant le relèvement précoce de la population affectée. Les secteurs couverts sont : Eau et assainissement, Education, Habitat, Logistique, Protection, Nutrition, Sécurité alimentaire et moyens de subsistance et Santé.

Les objectifs généraux multisectoriels sont de :

- Assurer les conditions acceptables pour le retour rapide des élèves à l'enseignement primaire, secondaire et technique dans les zones touchées par les catastrophes ou les crises avec application de l'approche droit.
- Relancer l'Agriculture (Agriculture, Elevage, Pêche, Infrastructures Agricoles), réhabiliter les infrastructures rurales favorisant l'accès à la sécurité alimentaire, et éviter une détérioration de la situation de sécurité alimentaire de la population.
- Assurer l'accès des sinistrés à l'eau et à l'assainissement et réduire les risques d'apparition et de propagation des maladies à transmission vectorielles dans les zones touchées.
- Eviter une détérioration de l'état nutritionnel des populations affectées.
- Permettre aux populations affectées de retrouver un habitat adapté aux contraintes climatiques dans les meilleurs délais.
- Prévenir, identifier, traiter, surveiller, dénoncer et documenter tous les cas de mauvais traitements, de violence et d'exploitation à l'égard des enfants.
- Mettre en place un système opérationnel de « protection » des victimes de violences sexuelles à travers leur prise en charge selon les normes lors des crises humanitaires.
- Assurer que les réponses aux crises politiques et désastres naturels (inondations, cyclones, sécheresses, etc.) promeuvent et protègent les droits fondamentaux (civils, politiques, économiques, sociaux, culturels) des populations affectés, y compris les personnes et groupes les plus vulnérables (blessés ; femmes cheffes-de-familles seules ; personnes âgées et handicapées sans appui familial ; enfants non-accompagnés, etc.), de manière impartiale et conformément à la lettre et l'esprit des corps des lois (c.à.d. les droits de l'homme internationaux et, si applicable, le droit international humanitaire).

<sup>19</sup> Charte Humanitaire SPHERE, basée sur les principes et les dispositions du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme, du droit relatif aux réfugiés et du *Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les organisations non gouvernementales (ONG) lors des opérations de secours en cas de catastrophe*.

- Réduire la mortalité, la morbidité et les incapacités évitables suite aux cyclones, à la sécheresse, et aux troubles sociopolitiques, et minimiser leurs impacts sociaux et économiques sur la population en général et dans les zones affectées en particulier.
- Faciliter et optimiser l'utilisation des moyens logistiques possibles et disponibles et la coordination des informations sur l'état des infrastructures.

**5.2. Indicateurs de déclenchement des interventions**

Pour les scénarios les plus probables pour les trois crises, les clusters ont identifié des indicateurs et des seuils qui leur permettent de déclencher une situation d'urgence ayant nécessité des interventions immédiates. Pour le cas de cyclone, il a été convenu avec le Gouvernement de prendre le « **nombre de personnes sans abris** » comme indicateur d'intervention globale. Le seuil de **10.000 personnes sans abris** a été fixé, et au dessus duquel l'Equipe Humanitaire devrait intervenir. Ensuite, chaque cluster a fait le même exercice avec les groupes sectoriels du Gouvernement pour identifier les indicateurs sectoriels pertinents ainsi que les seuils respectifs correspondants. Quand ces seuils sectoriels sont atteints, les clusters activent immédiatement leurs plans sectoriels pour apporter les réponses humanitaires. Un tableau de suivi de certains de ces indicateurs a été élaboré par les clusters avec l'appui du BCR/OCHA (cf. Annexe 3c), ce tableau sera incessamment amélioré.

Clusters	Cyclone, inondation	Sécheresse	Trouble socio-politique
<b>Eau et assainissement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre de personnes qui n'ont plus accès à l'eau potable dans les jours qui suivent la catastrophe, dans une même région &gt; 5,000</li> </ul>		
<b>Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre de salle non opérationnelles à cause de la vitesse du vent ou de la montée de l'eau &gt;10</li> </ul>	Non concernée	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Suspension des cours entraînant le risque de non réalisation du programme scolaire</li> <li>○ Violation des droits des enfants à l'éducation : participation implication des élèves dans les manifestations et des actes de violence</li> </ul>
<b>Habitat</b>	<p><i>National :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre de sans abris &gt; 2.000 familles (environ 10.000 personnes), y compris le cas de la plaine d'Antananarivo</li> </ul>	Non concernée	Non concernée
<b>Logistique</b>	○ Absence d'accès à 10.000 personnes suite au cyclone/inondation ou d'autres crises		
<b>Nutrition</b>	MAG >10%		
<b>Protection</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plus 5000 personnes hébergées dans des sites des zones affectées durant plus de 72h qui suivent l'alea</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Rapports et signalement de la violation des droits de l'enfant liés à la sécheresse et ses conséquences</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Exposition directe et indirecte des enfants et jeunes aux violences socio politique</li> <li>○ Dégradation de l'accès aux services de base (école, soins, police, justice)</li> <li>○ Augmentation avérée des actes de maltraitance, et augmentation du nombre de séparation / disparition d'enfants</li> </ul>
<b>Santé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Destruction (ou coupure des accès à) d'1 CSB desservant au moins 10,000 habitants ou dépourvu de personnels suite au sinistre</li> <li>○ Flambée épidémique d'une maladie grave :</li> <li>○ TBM20 supérieur à 1/10000 hab/j ;</li> <li>○ TMM5 supérieur à 2/10000 enfants de moins de 5a /j</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ TBM supérieur à 1/10000 hab/j ;</li> <li>○ TMM5 supérieur à 2/10000 enfants de moins de 5a /j</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Violences causant plusieurs cas de blessures dont certains graves ;</li> <li>○ TBM21 supérieur à 1/10000 hab/j ;</li> <li>○ TMM522 supérieur à 2/10000 enfants de moins de 5a /j ;</li> <li>○ Flambée épidémique d'une maladie grave.</li> </ul>
<b>Sécurité alimentaire et moyens de subsistance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 5000 personnes sans abris dans la même zone dans les 48h qui suivent l'alea</li> <li>○ Personnes en insécurité alimentaire sévère sur zone d'impact du passage &gt;10.000</li> <li>○ 30% de cultures vivrières détruites</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 50 000 personnes affectées par l'insécurité alimentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 70 000 ménages urbains en situation d'insécurité alimentaire sévère</li> </ul>

<sup>20</sup> TMB : Taux brut de mortalité

<sup>21</sup> TMB : Taux brut de mortalité

<sup>22</sup> TMM5 : Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (Taux de mortalité infanto-juvénile)

### 5.2.1. Contingence 1 : Cyclone et inondation

#### Déclaration de l'urgence

L'état d'urgence est déclaré par le Gouvernement au niveau national, à travers le Ministère des Affaires étrangères, sur proposition du BNGRC et après consultation de la CPGU. Au niveau décentralisé, le Chef de région (Analamanga pour le cas de la plaine d'Antananarivo) peut proposer à son hiérarchie une situation de crise localisée à l'intérieur de sa circonscription.

Une situation de crise politique peut trainer voire empêcher ce processus, et l'Equipe Humanitaire doit assumer son obligation à défaut de telle déclaration.

#### Objectifs opérationnels

<p><b>Objectifs 1. EDUCATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Assurer la reprise des cours de 100.000 élèves entre 2 à 8 semaines après le passage de l'aléa</li> </ul>
<p><b>Objectifs 2. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Assurer les besoins alimentaires de base à 12 000 foyers pendant 3 mois</li> <li>○ Assurer la relance du secteur agricole</li> </ul>
<p><b>Objectifs 3. EAU ET ASSAINISSEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Répondre aux besoins immédiats de 120 000 personnes soit 24 000 familles ayant besoin d'une distribution des Kits WASH dont 30 000 personnes déplacées et regroupées aux abris communs, 60 centres de santé et de 600 écoles</li> <li>○ Assurer la réhabilitation et la reconstruction de 400 points d'eau (forage, puit, borne fontaine), 1000 latrines communautaires et publiques, 100 infrastructures WASH scolaires, 50 infrastructures WASH au niveau des CSBs, canaux de drainage bouché et des déchets solides éparpillés</li> </ul>
<p><b>Objectifs 4. NUTRITION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Assurer les besoins alimentaires de base à 80.000 enfants 6-59 mois et 27 000 femmes enceintes et allaitantes pendant 2 semaines</li> <li>○ Assurer la prise en charge de la malnutrition aigue chez les enfants 6-59 mois</li> <li>○ Prévenir la malnutrition aigue chez les femmes enceintes et allaitantes</li> </ul>
<p><b>Objectifs 5. PROTECTION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mettre en place des « Sahan'ny ankizy » pour 40 000 enfants de moins de 18 ans</li> <li>○ Assurer la prise en charge psychosociale et la référence avec les autres secteurs des cas de violences sexuelles dans les zones touchées</li> <li>○ Réduire les facteurs de risques d'accroissement de la violence basée sur le Genre en situation de réponse humanitaire en intégrant la dimension GBV dans les autres secteurs de réponse et dans le mécanisme de collectes de données existantes</li> </ul>
<p><b>Objectifs 6. LOGISTIQUE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Supporter logistiquement la conduite d'une évaluation aérienne multisectorielle (survol) et des réponses</li> <li>○ Produire des cartes pour supporter les missions aériennes et par route</li> <li>○ Mettre à disposition un expert en logistique pour la coordination du cluster</li> </ul>
<p><b>Objectifs 7. SANTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Assurer la réponse aux besoins sanitaires urgents de 40000 personnes sinistrées et sans abris.</li> <li>○ Assurer l'accès continu à des soins préventifs et curatifs de santé, incluant les soins de santé reproductifs et la prise en charge des violences sexuelles, aux 600000 habitants des zones affectées par les cyclones</li> <li>○ Assurer la prévention, la surveillance et la riposte aux épidémies dans les zones affectées.</li> </ul>
<p><b>Objectifs 8. HABITAT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Assurer l'hébergement temporaire des 60.000 personnes, dont 20.000 personnes se trouvent sur la plaine d'Antananarivo</li> </ul>

Mobilisation de ressources envisagée

a) Ressources internes

OMS : Fonds d'Urgence

UNICEF : Fonds d'Urgence

PAM : Fonds d'Urgence

FAO : Fonds d'Urgence

UNFPA : Fonds d'Urgence, fonds pour santé mis à disposition par Monaco/Andorre en forme conjointe avec un engagement pour 4 années.

ONGs : Fonds d'Urgence

b) Ressources externes

CERF

Flash Appeal

« Surge Capacity » des bureaux régionaux ou du siège.

D'autres mécanismes sont en cours d'études

**5.2.2. Contingence 2 : Sécheresse**

Déclaration de l'urgence

Une situation d'urgence à la sécheresse est déclarée par le Gouvernement sur proposition conjointe du BNGRC et de l'Office National de la Nutrition (un organe attaché à la Primature).

Une situation de crise politique peut trainer voire empêcher cette déclaration, et l'Equipe Humanitaire doit assumer son obligation à défaut de telle déclaration.

Objectifs opérationnels

<p><b>Objectifs 1. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Assurer les besoins alimentaires de base à 30 000 foyers pendant 3 mois</i></li> <li>○ <i>Assurer la relance du secteur agricole</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 2. EAU ET ASSAINISSEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Répondre aux besoins immédiats de 60 000 personnes soit 12 000 familles ayant besoin d'une distribution des Kits WASH, 150 centres de santé et de 400 écoles.</i></li> <li>○ <i>Réhabiliter 240 points d'eau (forage, puits, borne fontaine), 600 latrines communautaires et publiques, 400 infrastructures WASH scolaires, et 150 infrastructures WASH au niveau.</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 3. NUTRITION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Mener des enquêtes nutritionnelles pour quantifier l'ampleur et gravité du problème.</i></li> <li>○ <i>Assurer la prise en charge de la malnutrition aigue chez les enfants 6-59 mois.</i></li> <li>○ <i>Prévenir la malnutrition aigue chez les femmes enceintes et allaitantes.</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 4. LOGISTIQUE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Supporter logistiquement la conduite d'une évaluation multisectorielle et des réponses</i></li> <li>○ <i>Produire des cartes pour supporter les missions d'évaluations</i></li> <li>○ <i>Mettre à disposition un expert en logistique pour la coordination du cluster</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 5. SANTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Assurer l'accès continu aux soins préventifs et curatifs de santé, incluant les soins de santé reproductifs et la prise en charge des violences sexuelles, à 60.000 personnes en détresse parmi les 600000 hab. des communes affectées par la sécheresse dans le sud</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 6. PROTECTION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Assurer la prise en charge psychosociale et la référence avec les autres secteurs des cas de violences sexuelles dans les zones touchées</i></li> <li>○ <i>Réduire les facteurs de risques d'accroissement de la violence basée sur le Genre en situation de réponse humanitaire en intégrant la dimension GBV dans les autres secteurs de réponse et dans le mécanisme de collectes de données existantes</i></li> </ul>

Mobilisation de ressources envisagée

a) Ressources internes

OMS : Fonds d'Urgence

UNICEF : Fonds d'Urgence

PAM : Fonds d'Urgence

FAO : Fonds d'Urgence

UNFPA : Fonds d'Urgence, fonds pour santé mis à disposition par Monaco/Andorre en forme conjointe avec un engagement pour 4 années.

ONGs : Fonds d'Urgence

b) Ressources externes

CERF

Flash Appeal

« Surge Capacity » des bureaux régionaux ou du siège.

D'autres mécanismes sont en cours d'études

**5.2.3. Contingence 3 : Impacts humanitaires du trouble socio-politique**

Déclaration de l'urgence

Le gouvernement déclare l'urgence (Présidence/Ministère de l'Intérieur), si le contexte lui permet, sur la base des éléments déclencheurs : manifestations, actes de vandalisme, barricades, affrontements avec les forces de l'ordre, victimes de violence et répressions.

Objectifs opérationnels

<p><b>Objectifs 1. EDUCATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <i>Soutenir 40 000 élèves soutenus par les actions de soutien psychosocial</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 2. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <i>Assurer les besoins alimentaires de 60 000 ménages vulnérables en insécurité alimentaire sévère à Antananarivo, Fianarantsoa, Toamasina, Toliara</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 3. EAU ET ASSAINISSEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <i>Appuyer l'approvisionnement en eau et l'accès à l'hygiène/assainissement pour 160 000 personnes (soit 32 000 familles)</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 4. NUTRITION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <i>Mener des enquêtes nutritionnelles pour quantifier l'ampleur et gravité du problème</i></li> <li>o <i>Assurer la prise en charge de la malnutrition aigue chez les enfants 6-59 mois</i></li> <li>o <i>Prévenir la malnutrition aigue chez les femmes enceintes et allaitantes</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 5. PROTECTION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <i>Mettre en place des « Sahan'ny ankizy » pour 40 000 enfants de moins de 18 ans, intégrant les jeunes.</i></li> <li>o <i>Assure la prise en charge psychosociale et la référence avec les autres secteurs des cas de violences sexuelles dans les zones touchées</i></li> <li>o <i>Réduire les facteurs de risques d'accroissement de la violence basée sur le Genre en situation de réponse humanitaire en intégrant la dimension GBV dans les autres secteurs de réponse et dans le mécanisme de collectes de données existantes</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 6. LOGISTIQUE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <i>Supporter logistiquement la conduite d'une évaluation multisectorielle et des réponses</i></li> <li>o <i>Produire des cartes pour supporter les missions d'évaluations</i></li> <li>o <i>Mettre à disposition un expert en logistique pour la coordination du cluster</i></li> </ul>
<p><b>Objectifs 7. SANTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o <i>Assurer gratuitement des soins de secours aux 1000 blessés et des soins spécifiques aux 500 cas graves suite à des violences sociopolitiques.</i></li> </ul>



- ***Assurer l'accès continu à des soins préventifs et curatifs de santé, incluant les soins de santé reproductifs et la prise en charge des violences sexuelles, aux 180000 personnes (1% pop.) tombant dans la précarité suite au trouble sociopolitique.***

Mobilisation de ressources envisagée

c) Ressources internes

OMS : Fonds d'Urgence

UNICEF : Fonds d'Urgence

PAM : Fonds d'Urgence

FAO : Fonds d'Urgence

UNFPA : Fonds d'Urgence, fonds pour santé mis à disposition par Monaco/Andorre en forme conjointe avec un engagement pour 4 années.

ONGs : Fonds d'Urgence

d) Ressources externes

CERF

Flash Appeal

« Surge Capacity » des bureaux régionaux ou du siège.

D'autres mécanismes sont en cours d'études

**5.3. Niveaux de préparation requis**

Le cluster Logistique supporte d'une manière transversale les interventions des autres clusters, depuis la phase d'évaluation des besoins jusqu'à la phase de réponse. Ainsi, les activités prévues par ce cluster et les besoins correspondants sont valables à toutes les crises.

Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)
LOGISTIQUE		<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>Supporter logistiquement la conduite d'une évaluation multisectorielle et des réponses</b></li> <li>○ <b>Produire des cartes pour supporter les missions d'évaluations</b></li> <li>○ <b>Mettre à disposition un expert en logistique pour la coordination du cluster</b></li> </ul>	PAM et autres membres	N/A	N/A	N/A	100,000
Cyclone et inondation	EDUACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>Assurer la reprise des cours de 100.000 élèves entre 2 à 8 semaines après le passage de l'aléa</b></li> </ul>	UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Equipements pour 429 salles de classe provisoire.</li> <li>○ 439 school in a Box avec ardoisine et 266 kits récréatifs pour 35 000 élèves.</li> <li>○ 440 tableaux noirs</li> <li>○ 35 000 manuels GRC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 35 000 élèves dans le niveau primaire et secondaire des régions vulnérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Confection tables bancs provisoires pour 1800 salles de classe</li> <li>○ Kits Wash pour 1800 salles</li> <li>○ 1225salles de classe provisoire</li> <li>○ 1254 school in a box et 760 kits récréatifs</li> <li>○ 1225 tableaux noirs</li> <li>○ 65 000 manuels GRC</li> </ul>	963 533.06

Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)
Cyclone et inondation			MEN, AeA, SAF FJKM, CRM, Météo, Cluster au niveau Déconcentré	Ressources Humaines pour la collecte des informations, animation sensibilisation, coordination des actions dur terrain		Frais de communication Déplacement lors des opérations	
	SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE	<b>Assurer les besoins alimentaires de base à 12 000 foyers pendant 3 mois</b>	PAM	842 MT de vivres prépositionnés dans les zones à risque pour les activités de secours	60 000 individus recevant une ration de distribution générale ciblée pendant 4 semaines	0 MT de vivres	0
				20 MT de biscuits à haute valeur énergétique	60 000 individus recevant une ration de distribution générale ciblée pendant 4 semaines	0 MT de vivres	0
				280 MT de vivres pour les interventions de redressement via des activités de Vivres-Contre-Travail	50 000 individus pendant 3 mois	1 100 MT de vivres	1,500,000
		<b>Assurer la relance du secteur agricole</b>	FAO				80,000
	EAU ET ASSAINISSEMENT	<b>Réponse Immédiat</b> o 120 000 personnes soit 24 000 familles ayant besoin d'une distribution des Kits WASH dont 30 000 personnes déplacées et regroupées aux abris communs o 60 centres de santé o 600 écoles	UNICEF	o Savons pour 35 598 kits o Seau de 15litres pour 26 412 kits o Timbale pour 18 316 kits o Sureau pour 22 680 kits o Fendona pour 19 500 sachets o Fut de 215 litres	o 20 000 familles o 25 CSBs o 20 écoles	- 35 CSBs - 580 écoles	350,000
				Medair	o 8 000 kits WASH complet	8 000 familles	
AQUASURE/CDA				- 2 unités de traitement			

Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)	
<b>Cyclone et inondation</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 100 infrastructures WASH scolaires</li> <li>✓ 50 infrastructures WASH au niveau des CSBs</li> <li>✓ Canaux de drainage bouché Déchets solides</li> </ul>	SAGs	- 20 latrines provisoires				
			Toutagglos	- 4 latrines provisoires				
			Autres partenaires (CRM, CRS)	- dépend du financement reçu				
	<b>NUTRITION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Assurer les besoins alimentaires de base à 80.000 enfants 6-59 mois et 27 000 femmes enceintes et allaitantes pendant 2 semaines</li> <li>○ Assurer la prise en charge de la malnutrition aigue chez les enfants 6-59 mois</li> <li>○ Prévenir la malnutrition aigue chez les femmes enceintes et allaitantes</li> </ul>	UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Equipements anthropométriques et staff suffisants pour conduire un dépistage actif</li> <li>○ Aliments thérapeutiques et équipements anthropométriques suffisants pour conduire couvrir les besoins de prise en charge 2.00 enfants avec Malnutritions sévère</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 27.00 enfants 6-59 mois dépistés pour malnutrition aigue</li> <li>○ 2 000 enfants avec Malnutrition Aigue Sévère (MAS) fréquentant les services CRENAS aux centres de santé de base</li> <li>○</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Aliments thérapeutiques et médicaments pour le traitement systématique pour 2.000 enfants avec MAS</li> </ul>	350,000	
			PAM	0 MT			Aliments de supplémentassions pour 10,000 enfants avec MAM et 39,000 FE/FA (882 MT de CSB et 110 MT d'huile)	1,000,000
			ONGs	0				
	<b>PROTECTION</b>	<p><b>Protection de l'Enfant</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Assistance aux 40 000 enfants de moins de 18 ans</li> </ul>	: UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 25 kits child friendly spaces</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 8 à 10 000 enfants dans 25 child friendly spaces</li> </ul>		120,000	

Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)
		<p><b>Prévention et prise en charge des GBV</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plaidoyer auprès des autres secteurs de réponse pour intégrer la dimension GBV en vue de leur prévention et leur prise en charge multisectorielle</li> <li>○ Sensibiliser les femmes et les hommes sur la prévention et la dénonciation des violences basées sur le Genre qui peuvent survenir dans les camps de sinistrés</li> <li>○ Soutien psycho social et conseil juridique aux survivants des GBV dans les camps de sinistrés et référence avec les autres secteurs de prise en charge</li> </ul>	UNFPA et membres du sous cluster GBV	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Un millier de dépliants et une centaine d'affiches sur la lutte contre les GBV</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 5 000 femmes et hommes dans les camps de sinistrés</li> </ul>	<p>Outils IEC sur l'auto évaluation communautaire des GBV</p> <p>Espace à aménager dans les camps de sinistrés pour installer les cellules d'écoute et de conseil</p>	20 000
<b>Cyclone et inondation</b>	<b>HABITAT</b>	<b>Assurer l'hébergement temporaire des 60.000 personnes, dont 20.000 personnes se trouvent sur la plaine d'Antananarivo</b>	FICR/CRM	Plastic sheeting : 925 Tente familiale : 385 Kit familial : 5.880 Lanterne : 492 Réchaud : 489	925 familles 385 familles 5.880 familles 492 familles 489 familles	Kit familial : 1.120 (kit cuisine, couverture) à 15 us\$	16,800
			UN Habitat	0			
			CARE	Plastic sheeting : 400	4.000 familles	Kit familial : 1.000	15,000
			MEDAIR	0			
			SAF/FJKM	0			
			CPC	Tente pour 4 familles: 40	160 familles	Pour l'ensemble du cluster : Hébergement des 4000 familles	
			OIM	0			
			BNGRC	Tente familiale : 1.120	1.120 familles		

Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)
	SANTÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>Assurer la réponse aux besoins sanitaires urgents de 40000 personnes sinistrées et sans abris.</b></li> <li>○ <b>Assurer l'accès continu à des soins préventifs et curatifs de santé, incluant les soins de santé reproductifs et la prise en charge des violences sexuelles, aux 600000 habitants des zones affectées par les cyclones</b></li> <li>○ <b>Assurer la prévention, la surveillance et la riposte aux épidémies dans les zones affectées.</b></li> </ul>	Cluster/OMS			4 Kits IEHK	350,000
			Cluster/UNICEF			Vaccins, MII, autres intrants pour PEC enfants	800,000
			Cluster/UNFPA			Kits SR d'urgence et Kits hygiène (dépend résultats rapide)	350,000
Sécheresse	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance	<b>Assurer les besoins alimentaires de base à 30 000 foyers pendant 3 mois</b>	PAM	5400 MT de vivres pour les interventions de réponses via des activités de Vivres-Contre-Travail	150 000 individus pendant 3 mois	2500 MT de vivres	2,150,000
		<b>Assurer la relance du secteur agricole</b>	FAO				250,000

Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)
Sécheresse	EAU ET ASSAINISSEMENT	<p><b>Réponse immédiat</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o 60 000 personnes soit 12 000 familles ayant besoin d'une distribution des Kits WASH</li> <li>o 150 centres de santé</li> <li>o 400 écoles</li> </ul> <p><b>Réhabilitation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o 240 points d'eau (forage, puits, borne fontaine)</li> <li>o 600 latrines communautaires et publiques</li> <li>o 400 infrastructures WASH scolaires</li> <li>o 150 infrastructures WASH au niveau des CSBs</li> </ul>		0			1,745,502
	NUTRITION	<ul style="list-style-type: none"> <li>o <b>Mener des enquêtes nutritionnelles pour quantifier l'ampleur et gravité du problème</b></li> <li>o <b>Assurer la prise en charge de la malnutrition aigue chez les enfants 6-59 mois</b></li> <li>o <b>Prévenir la malnutrition aigue chez les femmes enceintes et allaitantes</b></li> </ul>	UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Equipements anthropométriques et staff suffisants pour conduire enquêtes nutritionnelles</li> <li>o Equipements anthropométriques et staff suffisants pour conduire dépistage actif</li> <li>o Aliments thérapeutiques et équipements anthropométriques suffisants pour conduire couvrir les besoins de prise en charge 6.00 enfants avec Malnutritions sévère</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>o 240.00 enfants 6-59 mois dépistés pour malnutrition aigue</li> <li>o 6 000 enfants avec Malnutrition Aigue Sévère (MAS) fréquentant les services CRENAS aux centres de santé de base</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Aliments thérapeutiques et médicaments pour le traitement systématique pour 6.000 enfants avec MAS</li> </ul>	
			PAM	<ul style="list-style-type: none"> <li>o 0 MT</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>o Aliments de supplémentassions pour 24,000 enfants avec MAM et 34,000 FE/FA (1044MT de CSB et 130MT d'huile)</li> </ul>	1,200,000

Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)
	<b>SANTÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer l'accès continu aux soins préventifs et curatifs de santé, incluant les soins de santé reproductifs et la prise en charge des violences sexuelles, à 60.000 personnes en détresse parmi les 600000 hab. des communes affectées par la sécheresse dans le sud</li> </ul>	Cluster			<ul style="list-style-type: none"> <li>60,000 pers en détresse</li> </ul>	480,000
	<b>PROTECTION</b>	<p><b>Prévention et prise en charge des GBV</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Plaidoyer auprès des autres secteurs de réponse pour intégrer la dimension GBV en vue de leur prévention et leur prise en charge multisectorielle</li> <li>Sensibilisation des femmes et des hommes sur la prévention et la dénonciation des GBV dans les zones touchées</li> <li>Soutien psycho social et conseil juridique aux survivants des GBV et référence avec les autres secteurs de prise en char</li> </ul>	UNFPA et membres du sous cluster GBV	Une centaine de dépliants et une vingtaine d'affiches sur la lutte contre les GBV	1 000 femmes et hommes dans les zones touchées	Outils IEC sur l'auto évaluation communautaire des GBV et sur la lutte contre les GBV	10.000



Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)
Trouble socio-politique	EDUCATION	<ul style="list-style-type: none"> <li>40 000 élèves soutenus par les actions de soutien psychosocial</li> </ul>	UNICEF, membres Cluster	0		<ul style="list-style-type: none"> <li>40 000 élèves dans trois zones urbaines : soutien psycho-social, appui en fournitures scolaires pour les élèves victimes</li> </ul>	156,676
	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance	Assurer les besoins alimentaires de 60 000 ménages vulnérables en insécurité alimentaire sévère à Antananarivo, Fianarantsoa, Toamasina, Toliara	PAM	0 MT de vivres pour les interventions de distribution général ciblée	300 000 individus pendant 1 mois	5 270 MT de vivres	4,600,000
		Assurer la relance du secteur agricole	FAO				83,500
	EAU ET ASSAINISSEMENT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer et/ou fournir l'accès à l'eau potable et les conditions d'hygiène aux 160 000 personnes soit 32 000 familles</li> </ul>					
	NUTRITION	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mener des enquêtes nutritionnelles pour quantifier l'ampleur et gravité du problème</li> <li>Assurer la prise en charge de la malnutrition aigue chez les enfants 6-59 mois</li> <li>Prévenir la malnutrition aigue chez les femmes enceintes et allaitantes</li> </ul>	UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Equipements anthropométriques et staff suffisants pour conduire enquêtes nutritionnelles</li> <li>Equipements anthropométriques et staff suffisants pour conduire dépistage actif</li> <li>Aliments thérapeutiques et équipements anthropométriques suffisants pour conduire couvrir les besoins de prise en charge 6.00 enfants avec Malnutritions sévère</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>240.00 enfants 6-59 mois dépistés pour malnutrition aigue</li> <li>6 000 enfants avec Malnutrition Aigue Sévère (MAS) fréquentant les services CRENAS aux centres de santé de base</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aliments thérapeutiques et médicaments pour le traitement systématique pour 6.000 enfants avec MAS</li> </ul>	1,050,000

Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)
Trouble socio-politique			PAM	○ 0 MT		○ Aliments de suppléments pour 33,000 enfants avec MAM et 126,000 FE/FA (2826 MT de CSB et 353 MT d'huile)	3,200,000
	PROTECTION	<b>Protection de l'Enfant</b> ○ Répondre aux maltraitances engendrées par la crise après évaluation de l'ampleur du phénomène ○ Assistance aux 40 000 enfants de moins de 18 ans	: UNICEF	○ 25 kits child friendly spaces	○ 8 à 10 000 enfants dans 25 child friendly spaces, intégrant les jeunes dans les espaces		120,000
		<b>Prévention et prise en charge des GBV</b> ○ Plaidoyer auprès des autres secteurs de réponse pour intégrer la dimension GBV en vue de leur prévention et leur prise en charge multisectorielle ○ Intensifier la sensibilisation des femmes et des hommes sur la prévention et la dénonciation des GBV dans les zones touchées ○ Soutien psycho social et conseil juridique aux survivants des GBV et référence avec les autres secteurs de prise en charge	UNFPA et membres du sous cluster GBV	○ Un millier de dépliants et une centaine d'affiches sur la lutte contre les GBV	○ 10 000 femmes et hommes dans les zones touchés	○ Outils IEC sur l'auto évaluation communautaire des GBV et sur la lutte contre les GBV	20.000

Contingence	Cluster	Nombre total de bénéficiaires à cibler (selon l'objectif identifié dans 5.1.)	Membres	Niveau/type de stocks actuels	Bénéficiaires assistés selon la capacité disponible	Besoins additionnels requis	Coûts des besoins additionnels (\$USD)
	SANTE	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Assurer gratuitement des soins de secours aux 1000 blessés et des soins spécifiques aux 500 cas graves suite à des violences sociopolitiques.</li> <li>○ Assurer l'accès continu à des soins préventifs et curatifs de santé, incluant les soins de santé reproductifs et la prise en charge des violences sexuelles, aux 180000 personnes (1% pop.) tombant dans la précarité suite au trouble sociopolitique.</li> </ul>	Cluster		-	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Besoins aux accès au soins gratuits pour 1000 blessés (dont 500 graves)</li> <li>○ Assistance aux 180,000 personnes en situation de précarité</li> </ul>	1,420,000

**6. ARRANGEMENTS SUR LA GESTION DE L'INFORMATION, LES EVALUATIONS DES DOMMAGES ET DES BESOINS, ET LE MONITORING**
**6.1. Evaluation des dommages et des besoins**

L'équipe humanitaire prévoit successivement les évaluations des dommages et des besoins suivantes au moment d'une crise. Les évaluations post-cycloniques seront faites conjointement avec les groupes sectoriels du Gouvernement, il s'agit d'une décision prise au cours de l'atelier de mise à jour du plan de contingence nationale.

Nom	Objectifs	Echéance après l'entrée du cyclone	Durée probable	Moyens de déplacement probables	Conjointe / Non conjointe	Outils utilisés	Demande expertise technique ou équipe mixte	Crises concernées		
								Cyclone	Sécheresse	Troubles socio politiques
<b>Pré-évaluation (Diagnostic Initial)</b>	1. Obtenir les données préliminaires partielles	24h	-	Par terre : à pied, motos, voiture	CONJOINTE entre les différents acteurs régionaux	1. Téléphones mobiles 2. BLU	Non	OUI	NON	OUI
<b>EVALUATION PAR SURVOL</b>	2. Délimiter la zone géographique affectée 2. Identifier l'état des infrastructures d'accès 3. Apprécier l'ampleur des dégâts (maison détruite/décoiffée, étendu des rizières inondées, etc), 4. Permettre de décider si l'évaluation rapide s'impose	Des que possible, souvent dans les premières 72 heures selon le feu vert de l'Aviation Civile de Madagascar	Quelques heures (10h maximum)	Aérien : ULM, hélicoptère, petit avion	CONJOINTE : entre les Autorités nationales, les représentants des bailleurs, les techniciens des clusters, les journalistes	1. Camera 2. Appareils photos 3. Cartes FTM 4. Fiche de survol (à améliorer)	Equipe mixte	OUI	NON	NON
<b>EVALUATION RAPIDE ET MULTISECTORIELLE</b>	1. Quantifier les dégâts (bilan chiffré mais provisoire) et <b>les besoins urgents pour sauver des vies</b> 2. Orienter les futures évaluations en fonction des secteurs 3. Identifier les besoins d'urgence pour permettre de produire le Flash Appeal et le CERF en cas de besoin	72h - 1 semaine	1 à 3 jours	Aérien avec atterrissage : hélicoptère, petit avion	CONJOINTE : entre techniciens qui constituent une équipe multisectorielle	1. Collecte des fiches EIMA 2. Rapports établis par les autorités locales 3. Fiche conjointe d'évaluation multisectorielle (à développer)	Formation utilisateurs locaux aux fiches EIMA peut être requise	OUI	OUI	OUI

Nom	Objectifs	Echéance après l'entrée du cyclone	Durée probable	Moyens de déplacement probables	Conjointe / Non conjointe	Outils utilisés	Demande expertise technique ou équipe mixte	Crises concernées		
								Cyclone	Sécheresse	Troubles socio politiques
<b>EVALUATIONS SECTORIELLES INTEGRES</b>	1. Déterminer les dégâts spécifiques par secteur et <b>les besoins à court termes</b> (1-2 mois)	Une semaine à 15 jours	3 jours à 1 semaine	Par terre : en voiture	CONJOINTE : équipes nationales et régionales	Fiche sectorielle : déjà disponible au niveau de tous les clusters	Non expertise par secteur mais équipe mixte	OUI	NON	NON
<b>EVALUATIONS APPROFONDIES</b>	1. Déterminer les impacts à moyen termes (3-6 mois), par exemple sur l'agriculture, sur la nutrition, sur les prix, etc 2. Evaluer les réponses sectorielles initiales pour une éventuelle réorientation 3. Permettre la révision du Flash Appeal	6ième - 10ième semaine	1 à 2 semaines	Par terre : en voiture	NON CONJOINTE (sectorielles) mais arrangement intersectoriel possible	Fiche sectorielle : déjà disponible au niveau de tous les clusters	Expertise sectorielle	OUI	OUI	OUI
<b>Post Disaster Needs Assessment</b>	1. Evaluer tous les besoins de relèvement 2. Quantifier les coûts des pertes et des dommages et ses effets sur l'économie nationale 3. Formuler un appel pour la réhabilitation	Entre 2ième et 3ième mois	1 à 2 mois	Aérien et par terre	CONJOINTE	Nouvelle Méthodologie PDNA	Expertise requise (voir commentaires)	OUI	NON	OUI
<b>EVALUATION DE LA QUALITE ET DE L'IMPACT DE LA REPONSE</b>	1. Evaluer l'efficacité du plan de contingence national, RTE, Peer reviews, exercice de leçons apprises;	Dépend de l'exercice (ne nécessite pas forcément d'attendre la fin de la réponse		Par terre : en voiture	Multidimensionnelle	Outils multiples (selon les options retenues)	Oui pour une meilleure recevabilité	OUI	OUI	OUI

Ce mécanisme prévoit l'approche inter-cluster et un protocole sur le processus des évaluations des besoins sera encore à élaborer par l'équipe humanitaire comme recommandé au cours de l'exercice de leçons apprises. La participation des partenaires nationaux, les outils d'évaluation utilisés, le timing, le cadre de responsabilité et le traitement des données constituent les éléments clés de ce protocole.

Dans leurs plans sectoriels, chaque cluster a identifié les membres, voire les techniciens, qui vont participer à ces évaluations, avec leurs éventuels outils spécifiques d'évaluations. Ces informations sont reportées dans les deux tableaux suivants.

Evaluations conjointes

Type d'évaluation des besoins	Cluster	Participants	Quel outil spécifique ?	Qui rapporte ?
<b>EVALUATION SECTORIELLE INTEGREE</b>	<b>Education</b>	UNICEF, Aide et action, MEN, SAF FJKM, FID	Fiche de collecte spécifique Education	UNICEF, Aide et action, MEN, SAF FJKM, FID
	<b>Eau et assainissement</b>	UNICEF CRM MEDAIR Min Eau	Fiche spécifique WASH	UNICEF
	<b>Habitat</b>	FIRC/CRM		FIRC/CRM
	<b>Logistique</b>	Expert du cluster	N/A	PAM
	<b>Nutrition</b>	PAM, UNICEF, ONG, Ministère de la Santé, ONN	Questionnaire, Périmètre Brachiale	UNICEF
	<b>Protection</b>	<i>Sous-cluster « Protection de l'Enfant »</i> UNICEF, PNUD, membres des sous cluster formés CPiE, membres sous cluster GBV et UNFPA (si zones d'implantation de ces intervenants, si non collaborer avec les autres secteurs pour obtenir les informations), autorités locales	Matrice d'évaluation CPiE Outils d'évaluation préliminaire développés par le consortium RHRC (à adapter pour constituer un seul outil)	UNICEF, UNFPA
	<b>Sécurité alimentaire et moyens de subsistance</b>	PAM, FAO, CARITAS, CARE, CRS, ADRA		PAM/FAO/CARE
	<b>Santé</b>		<i>Evaluation rapide en matière de SR, de prévention de VIH/sida et de violence de genre</i> UNFPA	
		<i>Evaluation sanitaire initiale rapide (IRA)</i>	Questionnaire d'évaluation sanitaire initiale rapide (IRA)	OMS
<b>Autre évaluation multisectorielle conjointe</b>	<b>Education</b>		McRAM	UNICEF
	<b>Nutrition</b>		McRAM	UNICEF
	<b>Sécurité</b>		McRAM	UNICEF

Type d'évaluation des besoins	Cluster	Participants	Quel outil spécifique ?	Qui rapporte ?
	<b>alimentaire et moyens de subsistance</b>			
	<b>Santé</b>		McRAM	UNICEF

Evaluations spécifiques sectorielles ou évaluations approfondies

Clusters	Nature de l'évaluation spécifique	Crises concernées
<b>Education</b>	<i>Evaluation approfondie :</i> Membre du Cluster Education	Cyclone, Inondation Trouble socio-politique
<b>Eau/Assainissement</b>	<i>Evaluation approfondie :</i> Membres du Cluster Wash	Cyclone et Inondation Sécheresse Trouble socio-politique
<b>Habitat</b>	FIRC/CRM, CARE, CRS	Cyclone
<b>Logistique</b>	N/A	
<b>Protection</b>	<i>CPiE, Evaluation des situations de violations des DDE signalées (évaluations ad hoc)</i>  UNICEF et partenaires (selon la situation : Police, Justice, santé, réseau de protection....)	Cyclone et Inondation Trouble socio-politique
<b>Nutrition</b>	<i>Enquête nutritionnelle, méthodologie SMART</i> Révision données des sites de surveillance sécurité nutritionnelle	Cyclone et Inondation Sécheresse Trouble socio-politique
<b>Sécurité alimentaire et moyen de subsistance</b>	<i>Evaluation de la situation alimentaire en situation d'urgence (EFSA) :</i>  PAM, FAO, CARITAS, CARE, CRS, ADRA	Cyclone et Inondation Sécheresse
	<i>Diagnostic des récoltes :</i>  PAM, FAO, CARITAS, CARE, CRS, ADRA, RTM	Cyclone et Inondation Sécheresse
<b>Santé</b>	<i>Evaluation sanitaire approfondie</i> Membre cluster Santé	
	<i>Evaluation pré-crise des besoins de santé</i> Membre cluster Santé	
	<i>Evaluation des ressources et services sanitaires des zones affectées</i> Membre cluster Santé	
	<i>Evaluation de la performance du système de santé dans les zones affectées</i> Membre cluster Santé	
	<i>Surveillance hebdomadaire des maladies à risque épidémique</i> OMS, ONGs	
	<i>Enquête de mortalité</i> OMS, UNICEF	
	<i>Evaluation des besoins en santé maternelle</i> OMS, UNICEF	

## 6.2. Mécanisme de Gestion de l'Information

Le BNGRC dispose d'un mécanisme de gestion de l'information indépendante, alimenté par des réseaux d'informateurs qui couvrent l'ensemble du pays. Le SNU et certaines ONGs internationales ont appuyé pendant des années ce mécanisme national, en particulier dans le cadre de la préparation et la réponse aux cyclones. Les premières informations sur les dégâts après le passage d'un cyclone proviennent toujours du BNGRC.

Le Bureau du Coordonnateur Résident du SNU, à travers OCHA, est l'interlocuteur direct de cette cellule du BNGRC pour assurer le lien avec l'Equipe Humanitaire et le bureau régional de l'OCHA. BCR/OCHA assure la publication périodique des rapports de situation (SITREP), alimentés par les contributions des clusters et les informations provenant du BNGRC.

Toutefois, en cas de reprise des séries de violences et des troubles sociopolitiques en général, il y a une forte chance pour que ce mécanisme national soit affaibli voire paralysé à tous les niveaux. L'équipe humanitaire prévoit à deux reprises (recommandations des leçons apprises et revue du mode de partenariat) la mise en place d'un centre d'information humanitaire pour éviter le manque dans la gestion de l'information.

## 6.3. Monitoring de la situation humanitaire et de la vulnérabilité

L'équipe humanitaire dispose de ses propres systèmes de suivi de la vulnérabilité, mis en place depuis 2009. Plusieurs indicateurs sectoriels sont censés être suivis régulièrement à travers ces systèmes, et qui sont susceptibles d'être changés en fonction du contexte et des besoins en informations pour la prise de décision et la planification.

La plupart de ces systèmes ont été créés indépendamment des systèmes nationaux afin de répondre à des besoins localisés et maintenir son fonctionnement quel que soit le contexte. Ils ne couvrent pourtant ni l'ensemble du territoire, ni toutes les crises identifiées dans le plan de contingence. *Les annexes 3c et 3d* montrent respectivement les indicateurs actuellement suivis et la liste des systèmes de suivi existants.

Par ailleurs, l'Equipe Humanitaire dispose depuis avril 2009 du « Mecanism Rapid Assessment Monitoring » ou McRAM pour suivre les impacts de la crise politique dans les grandes villes ; le suivi est fait tous les trois mois.

Tous ces systèmes sont autofinancés par les Agences et les ONGs. Les informations sont capitalisées au niveau du Bureau de Coordonnateur résident pour alimenter la production des SITREP et les documents de mobilisation de ressources. Ces informations pourront servir d'indicateurs d'alerte ou même de déclenchement de crise dans le cadre du présent plan. Le tableau ci-après montre les crises et les secteurs couverts par les systèmes de suivi existants.

Crise	Clusters concernés	Fréquence collecte/publication	Responsable
<b>Cyclone</b>	-	-	-
<b>Sécheresse</b>	Sécurité alimentaire & moyens de subsistance	Trimestrielle	PAM
<b>Trouble socio-politique</b>	Tous les clusters	Mensuelle	Coordonnateurs des clusteurs

## 7. BUDGET

Les clusters ont élaboré leur budget sur la base des besoins additionnels requis par rapport aux trois scénarios, en termes d'achat et d'acheminement des vivres et non vivres, de leur fonctionnement dans le cadre des différentes missions d'évaluation, et d'autres services divers. Le budget total du plan, reporté ci-après, regroupe tous les besoins des huit clusters.



Nature des besoins	Cluster	Cyclone et inondation (\$USD)	Sécheresse (\$USD)	Trouble socio-politique (\$USD)	Total (\$USD)
<b>Personnel requis ou services divers</b>	Sécurité alimentaire et moyens de	234 000	160 000	329 500	723 500
	Education	45 039		40 351	85 390
	Eau/Assainissement	2 590 681	1 411 090	1 193 155	5 194 926
	Nutrition	151 000	275 000	168 000	594 000
	Santé				
	Habitat (IDPs et NFIs)	116 600			116 600
	Protection				
	Sous cluster « Protection de l'Enfant	31 000		31 000	62 000
	GBV	20 000	10 000	20 000	50 000
Logistique				100 000	
<b>Sous-total en services divers</b>		<b>3 188 320</b>	<b>1 856 090</b>	<b>1 782 006</b>	<b>6 926 416</b>
<b>Intrants requis</b>	Sécurité alimentaire et moyens de	1 580 000	2 400 000	4 683 500	8 663 500
	Education	936 969,58		18 829	955 799
	Eau/Assainissement	1 881 293	334 412	1 575 163	3 790 868
	Nutrition	2 267 000	2 767 500	4 726 500	9 761 000
	Santé	67 743	620 021	1 236 685	1 924 449
	Habitat (IDPs et NFIs)	1 567 400			1 567 400
	Protection				
	Sous cluster « Protection de l'Enfant	180 000		230 000	410 000
	Logistique				
<b>Sous-total des besoins en intrants</b>		<b>8 480 406</b>	<b>6 121 933</b>	<b>12 470 677</b>	<b>27 073 016</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>11 668 726</b>	<b>7 978 023</b>	<b>14 252 683</b>	<b>33 999 432</b>

## 8. MAINTENANCE DU PLAN ET ACTIONS A PRENDRE EN PREPARATION

Ce plan de contingence est par définition dynamique dans le sens où la crise politique persiste au moment de son élaboration, et tous ses impacts sur les différents secteurs pour les prochains mois sont encore assez difficiles à prévoir. De même, la situation de la prochaine saison de sécheresse est conditionnée non seulement par le niveau de précipitations mais aussi par la qualité des réponses apportées à la sécheresse de 2009.

Cela suppose que les tendances prévues dans ce plan pourraient subir de changements importants. De ce fait, ce plan sera régulièrement mis à jour en fonction des nouvelles informations, des évènements et de la tendance observée.

Le tableau ci-après présente un calendrier de mise à jour du plan de contingence, ainsi que les activités conjointes de préparation à prendre par l'Equipe Humanitaire.

Activités	Comment ?	Quand ?	Par Qui ?
1. Développement des plans de contingences par agence/partenaire	Elaboration et/ou révision. En ligne avec le plan de contingence inter-agence de l'Equipe Humanitaire	Avant le début des crises	Chaque Agence
2. Monitoring des indicateurs d'alerte de déclenchement des crises	Différents bulletins Tableau des indicateurs de vulnérabilité	Tous les mois	BCR/OCHA et Coordonnateurs des Clusters
3. Appui au gouvernement sur la mise à jour du plan de contingence national	Atelier national avec des partenaires restreints mais représentatifs	Novembre 2009	Equipe Humanitaire
3. Mise à jour 3w	Par mail	Tous les 3 mois	BCR, Coordonnateurs des clusters
4. Mise à jour des stocks de pré-positionnements	Par mail	Tous les mois	BCR, Coordonnateurs des clusters

Activités	Comment ?	Quand ?	Par Qui ?
5. Formation sur le partenariat humanitaire	Selon les recommandations de la mission de revue externe du partenariat Humanitaire	Janvier 2009	Bureaux régionaux ou HQ
6. Ajustement du Plan de contingence de l'Equipe Humanitaire en fonction du contexte et de la compréhension de la réforme humanitaire/partenariat humanitaire		Janvier 2010	Equipe Humanitaire
7. Révision annuelle	Atelier	Septembre 2010	Equipe Humanitaire

## 9. ANNEXES

### Annexe 1 :

#### **Plans de réponse sectoriels.**

Eau et assainissement, Education, Habitat, Logistique, Nutrition, Protection, Sécurité alimentaire et moyens de subsistance, Santé

### Annexe 2 :

#### **Cartes différentes.**

Annexe 2a. Carte de situation et administrative de Madagascar

Annexe 2b. Carte des Scénarios multi-crisis

### Annexe 3 :

3a. Pré-positionnements 2009\_2010

3b. Bulletin de prévision météorologique de la saison cyclonique 2009\_2010

3c. Indicateurs de vulnérabilité suivis mensuellement par l'Equipe Humanitaire

3d. Liste des systèmes de suivi existants

### Annexe 4 :

#### **Liste des contacts et 3w (Qui fait quoi où ?)**

Annexe 4a. Contacts des points focaux humanitaires

Annexe 4b. Fréquences radio

Annexe 4c. Téléphone Satellite

Annexe 4d. Qui fait quoi où ?

### Annexe 5 :

#### **Notes diverses**

Annexe 5a. Note d'orientation IASC mise en place Groupes Sectoriels \_ Mai 2006

Annexe 5b. Joint Letter from cluster Lead Agencies \_ July 2009